

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 6 octobre 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°480 ■

SAHARA OCCIDENTAL
**L'Algérie exprime
sa satisfaction
concernant la
décision de la Cour
de justice de l'UE**

P 16

INTRODUCTION DE LA BDL EN BOURSE

Le dossier finalisé

La Bourse d'Alger a pris un nouvel élan depuis l'introduction en bourse du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), marquée par une augmentation notable du volume des transactions. Dans cette dynamique, l'introduction prochaine de la Banque de Développement Local (BDL) est également attendue. Toutes les étapes nécessaires à son entrée en bourse ont été franchies, et il ne reste plus qu'à obtenir l'approbation finale du Conseil de Participation de l'État (CPE). P 3



DÉVELOPPÉ ET FABRIQUÉ PAR
DES CHERCHEURS ALGÉRIENS
**Entrée en service d'un
détecteur de feux de
forêts à distance**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a inspecté, hier à Médéa, le détecteur de feux de forêts à distance mis au point par le Centre de développement des technologies avancées (CDTA).

P 2

CARBURANT
**Vers une autosuffisance
en «diesel» d'ici fin
2024**



L'autosuffisance en matière d'essence et de diesel représente un enjeu fondamental pour l'Algérie, un pays dont la richesse en ressources pétrolières et gazières est indéniable. Historiquement, l'Algérie a été confrontée à une dépendance significative à l'égard des importations de carburant, en raison d'une demande intérieure qui surpassait souvent la capacité de production locale.

P 5

PROMOTION DE
L'INVESTISSEMENT DANS LES EnR
**Nécessité de
renforcer le cadre
législatif**



Les participants à un séminaire national sur "La promotion des énergies renouvelables comme stratégie pour garantir la sécurité énergétique, dans la loi algérienne", organisé jeudi par l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, ont souligné l'importance de renforcer le cadre législatif afin d'encourager l'investissement dans les énergies renouvelables.

P 5

COMMERCIALISATION
DE PRODUITS AGRICOLES

**Sept marchés
saisonniers spécialisés
pour réguler les prix** P 3

FAO

**Hausse des prix mondiaux
des produits alimentaires
en septembre** P 4

PÉTROLE

**L'escalade au Moyen-Orient
fait grimper le prix à plus
de 78 dollars** P 5

ALGER

Lancement de la 2e édition de la grande campagne de nettoyage

La 2e édition de la grande campagne de nettoyage a débuté, hier au niveau de toutes les circonscriptions administratives de la capitale, avec la participation d'établissements publics, des acteurs de la société civile et des citoyens. La campagne est organisée sous le patronage du wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, avec la contribution du Forum de l'économie durable. Les walis délégués des circonscriptions administratives ont supervisé le lancement de cette campagne, en présence des présidents des Assemblées populaires communales (APC), de membres d'APW, de représentants d'établissements publics de la wilaya, d'acteurs de la société civile, les Scouts musulmans algériens (SMA), les clubs sportifs, les associations environnementales et culturelles et des citoyens. Cette 2e édition de la grande campagne de nettoyage fait suite à celle lancée en août dernier, qualifiée de "grand succès" par ses initiateurs, et qui a vu une large participation des partenaires et de la société civile.

DÉVELOPPÉ ET FABRIQUÉ PAR DES CHERCHEURS ALGÉRIENS

Entrée en service d'un détecteur de feux de forêts à distance

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a inspecté, hier à Médéa, le détecteur de feux de forêts à distance mis au point par le Centre de développement des technologies avancées (CDTA).

Par S R.

Le détecteur de feux de forêts à distance se décline sous la forme d'une station fixe, installée au pôle urbain de Médéa, et constituée d'un émetteur d'impulsion optique qui scanne l'horizon à l'aide d'un système rotatif. Il permet de localiser les fumées dégagées par un départ de feu dans un rayon qui se situe entre 10 et 30 km à la ronde, selon les explications fournies sur place par le directeur du Centre de développement des technologies avancées, Mohamed Traiche. Baddari, accompagné du Directeur général des forêts, Djamel Touahria, a affirmé que l'entrée en service de ce détecteur est le couronnement des efforts déployés par

les chercheurs algériens en matière de technologie de pointe, soulignant que le résultat obtenu aujourd'hui est l'un des objectifs tracés par le département de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. «Notre objectif consistait à mettre au point un appareil développé purement algérien qui s'appuie sur des technologies de pointe et destiné à la surveillance des espaces forestiers et la détection et la prise en charge en temps réel des foyers d'incendie», a-t-il dit. Le Directeur général des forêts, Djamel Touahria, a indiqué, de son côté, que ce projet «vient renforcer le dispositif préventif mis en place par le secteur des forêts et a le mérite de faciliter la détection et l'intervention contre les feux de forêts». Il a exprimé, dans le même contexte, le

souhait de voir ce système généralisé à d'autres régions du pays, de sorte à élargir le champ de surveillance et de détection des feux de forêts, outre la formation par le Centre de développement des technologies avancées du personnel qui sera affecté, plus tard, à la gestion des détecteurs qui vont être installés dans d'autres endroits. Cette invention a l'avantage de localiser le lieu du départ de feu, de communiquer les coordonnées exactes du début d'incendie et des voies de communications (sentiers-pistes forestières) les plus proches de l'endroit en question afin de réduire le temps d'intervention des unités en charge de la lutte contre les incendies de forêts, a expliqué le directeur du CDTA, Mohamed Traiche.

NÂAMA

Début des travaux de réalisation de la 2e partie du projet de réhabilitation du Barrage vert

Des travaux ciblant le reboisement et la protection de la steppe ont été lancés, début octobre en cours dans la wilaya de Nâama, dans le cadre de la deuxième partie du projet de réhabilitation et d'extension du Barrage vert, a-t-on appris auprès de la Conservation locale des forêts. Une enveloppe budgétaire

de près de 70 millions de dinars, allouée au titre du programme de développement de l'année en cours, a été mobilisée pour financer cette partie du projet portant sur le reboisement et l'aménagement des superficies pastorales chevauchant les territoires administratifs des six communes concernées par le programme de

réhabilitation du Barrage vert dans la wilaya de Nâama, a fait savoir le chef du service Extension du patrimoine et mise en valeur des terres par intérim, Boutkhil Hassani. Le responsable a ajouté qu'il est question de procéder, dans cette partie du projet, à la création d'une réserve, avec un espace dédié à la production de

boutures de plants, devant s'étendre sur plus de 500 hectares dans la commune d'Asla, ainsi que la mise en place de ceintures vertes "mixtes" sur une superficie de 30 hectares, répartis à raison de 10 hectares chacune au niveau des communes de Djeniene Bourezg, Aïn Sefra et Tiout.

PRODUCTION DE MÉDICAMENTS ANTICANCÉREUX

Couverture de 60% des besoins nationaux à la fin 2024

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique Ali Aoun a souligné, à Oran, que les médicaments contre le cancer produits localement couvriront 60% des besoins des malades, vers la fin de l'année en cours. Après avoir valorisé la production de l'insuline localement en faveur des malades diabétiques, le ministre a souligné, dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection à la wilaya, que les médicaments du cancer produits localement devront couvrir 60% des besoins des cancéreux d'ici la fin de l'année en cours. A noter que le ministre de l'Industrie et de la Production pharma-

ceutique a inspecté le laboratoire de fabrication de médicaments anticancéreux "PurLab" dans la commune d'El Kerma, qui entrera en production dans les prochains mois. Ce laboratoire comprend trois unités, dont deux spécialisées dans la production de médicaments chimiques anticancéreux, tandis que la troisième devra produire des médicaments biologiques. Ces unités entreront en production, avant la fin de l'année en cours, selon les explications fournies sur place. Par ailleurs et sur un autre plan, M. Aoun s'est enquis du développement de la production de l'usine d'automobile de la marque Fiat à la zone industrielle de Tafraoui, qui a at-

teint 70% de sa capacité productive, signalant qu'elle atteindra 24.000 véhicules convenus, vers la fin de l'année en cours, et devra passer à 90.000 véhicules en 2025. Il a ajouté que l'usine produit, actuellement, quatre modèles de véhicules à l'heure du type "Fiat 500", 13 véhicules à l'heure de type Doblo. Lors de sa visite à l'usine automobile Fiat Algérie à Tafraoui, le ministre a supervisé la cérémonie de signature de quatre accords avec des sous-traitants locaux spécialisés dans la fabrication de certaines pièces automobiles, comme les vitres et les roues. M. Aoun a conclu sa visite en inspectant le laboratoire "Word Medecine Limited", qui s'inscrit dans le cadre du

partenariat entre l'Algérie et la Turquie, indiquant que le partenariat entre les deux pays, jugé efficace, comprend des projets dans plusieurs domaines, notamment le fer, l'acier, le textile et les industries de transformation. Dans le même laboratoire, le ministre a supervisé l'inauguration d'une unité de production de sprays nasaux. Lors de la présentation d'un exposé sur les projets de ce laboratoire de production de médicaments en aérosol, le ministre a souligné "la nécessité d'accélérer le lancement de la production de salbutamol en aérosol pour le marché national, d'autant que ce produit est actuellement importé".

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INTRODUCTION DE LA BDL EN BOURSE

Le dossier finalisé

La Bourse d'Alger a pris un nouvel élan depuis l'introduction en bourse du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), marquée par une augmentation notable du volume des transactions. Dans cette dynamique, l'introduction prochaine de la Banque de Développement Local (BDL) est également attendue. Toutes les étapes nécessaires à son entrée en bourse ont été franchies, et il ne reste plus qu'à obtenir l'approbation finale du Conseil de Participation de l'État (CPE).

Par Mourad A.

Une fois cette autorisation accordée, l'introduction pourra débuter, avec l'émission prévue d'environ 30 % du capital de la BDL, suivant l'exemple du CPA, a précisé Yazid Benmouhoub, directeur général de la Bourse d'Alger, lors de son intervention sur « Alsharq Business ». En outre, l'entrée en bourse des start-up insufflera une nouvelle dynamique, renforcera la liquidité du marché et offrira aux jeunes Algériens des opportunités pour créer de nouvelles entreprises, a expliqué Yazid Benmouhoub. Il a également souligné le potentiel de ces entreprises à transformer et à numériser divers secteurs économiques, un axe considéré par les hautes autorités comme une priorité stratégique. Pour soutenir cette transformation, il est crucial, selon le directeur général, de fournir un appui financier à ces entreprises, notamment en les incitant à s'introduire en bourse. À ce sujet, une start-up a déjà soumis une demande d'introduction en bourse, qui est actuellement en cours d'examen par le comité des opé-

rations de la Bourse. Les prochaines semaines permettront de déterminer si elle obtiendra l'autorisation nécessaire pour cette introduction. En parallèle, Djezzy se prépare à ouvrir son capital à travers une introduction en Bourse. Youcef Bouzenada, président de la COSOB, a récemment déclaré que les discussions pour cette opération sont très avancées et que l'annonce officielle devrait survenir prochainement. Djezzy, acteur majeur des télécommunications en Algérie, a enregistré une croissance solide entre 2021 et 2023, avec un chiffre d'affaires passant de 88,9 milliards à 102,4 milliards de dinars. Cette introduction offrirait des opportunités d'investissement tant pour les particuliers que pour les entreprises, grâce à la solidité de ses performances financières et de sa base clientèle. En outre, cela s'inscrit dans une stratégie plus large de gouvernance et de transparence, depuis que le Fonds National d'Investissement (FNI) a acquis la majorité des actions de Djezzy en 2022. L'entrée en Bourse de Djezzy pourrait ainsi insuffler une nouvelle dynamique au marché financier algérien, incitant d'autres

grandes entreprises à suivre le même chemin.

En conclusion, le marché boursier algérien a connu une dynamique significative grâce à des initiatives visant à renforcer sa structure et à diversifier ses sources de financement. L'année 2023 a été marquée par l'introduction du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), qui a accru la liquidité et suscité l'intérêt des investisseurs. D'autres entreprises, telles que la Banque de Développement Local (BDL) et Djezzy, sont également attendues sur le marché. Le gouvernement a mis en œuvre des efforts de modernisation et de digitalisation pour simplifier les transactions boursières, rendant le marché plus accessible et attractif. La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) a renforcé le cadre réglementaire pour encourager la diversité des entreprises, y compris les start-ups et les PME. Ces réformes visent à transformer le marché boursier en un moteur de développement économique, en élargissant le nombre d'entreprises cotées et en améliorant les infrastructures pour soutenir les investissements stratégiques.

COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICOLES

Sept marchés saisonniers spécialisés pour réguler les prix

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a annoncé, à Alger, l'organisation de sept marchés saisonniers spécialisés pour la commercialisation des produits agricoles, visant à réguler les prix et réduire le nombre des intermédiaires entre producteur et consommateur. Présidant l'ouverture de la 1ère édition de la Foire nationale des fruits et légumes, en compagnie du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, M. Zitouni a affirmé que "ses services s'apprêtent à organiser un marché de fruits et légumes à travers 7 marchés, cha-

cun spécialisé dans un produit particulier (raisin, dattes, ail, pomme, olive, agrumes, ...etc) et ce au niveau de cinq wilayas du pays afin de répondre aux besoins du marché, de réduire le nombre des intermédiaires entre producteur et consommateur et de proposer ces produits à des prix raisonnables". Le ministère du Commerce avait entamé l'organisation des marchés saisonniers des produits agricoles, le premier étant celui des raisins dans la commune de Bordj Menaïel (Boumerdès) en août dernier. Ainsi, M. Zitouni a salué l'organisation de la Foire nationale des fruits et légumes, visant à "coordonner

les efforts entre les secteurs de l'agriculture et du commerce, au regard des lacunes enregistrées dans l'opération de commercialisation, ce qui empêche les marchandes d'atteindre le consommateur à des prix appropriés en raison du nombre élevé d'intermédiaires". Cette foire dont l'inauguration a vu la présence d'ambassadeurs et de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie, constitue une opportunité pour exporter le produit national qui se distingue par sa disponibilité et sa qualité, a précisé M. Zitouni. Après avoir mis en avant la compétitivité et la haute qualité du produit national

qui "réunit toutes les conditions permettant de renforcer son exportation", le ministre a relevé "le grand engouement" suscité par les produits algériens à l'échelle mondiale, et les efforts déployés pour les promouvoir via les réseaux sociaux. Le ministre a salué également les efforts déployés par les agriculteurs et les acteurs du secteur agricole, ce qui a permis à ce dernier de "se hisser au premier rang en termes des revenus générés pour l'économie nationale", soulignant que ce salon connaîtra un saut qualitatif à la faveur de la mise en œuvre du programme du ministère de l'Agriculture.

EXPORTATION DES PRODUITS AGRICOLES

L'importance des foires et salons soulignée

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a mis en avant, à Alger, l'importance de l'organisation de foires et de salons dédiés à la production agricole locale, permettant de mettre en valeur les capacités productives de l'Algérie et d'ouvrir les perspectives d'exportation vers l'étranger. Cherfa s'exprimait lors d'une conférence de presse à l'ouverture du Salon national des fruits et légumes au Palais des expositions (Alger), qu'il a présidée en compagnie du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, et du Conseiller auprès du président de la République, chargé du commerce, de l'approvisionnement, du contrôle et de l'import-export, Kamel Rezig, et nombre de membres du corps diplomatique accrédité en Algérie.

Le ministre a précisé, dans ce cadre, que ce Salon qui attire des visiteurs algériens et étrangers, a pour objectif de «jeter les ponts de communication entre les opérateurs économiques afin d'exporter le produit local vers l'étranger». Après avoir mis en exergue l'importance du secteur en Algérie qui est parmi les «rares» pays au monde à réaliser, tout au long de l'année, une production agricole dans différentes filières, Cherfa a précisé que ce Salon qui connaît la participation de plus de 160 exposants, se veut «une campagne de promotion des produits agricoles nationaux exportables et de qualité». Les «résultats positifs» réalisés dans le secteur agricole sont le fruit des programmes mis en place par le président de la République, qui a fait de la promotion de ce secteur «une priorité», notamment en ce qui concerne l'accompagnement des agriculteurs en termes d'engrais, de semences et de commercialisation des produits, a-t-il poursuivi.

S'agissant des quantités de production agricole, M. Cherfa a fait état d'un excédent dans certains produits notamment les fruits, d'où la nécessité d'intensifier les efforts de régulation à travers l'augmentation des capacités de stockage pour répondre à la demande nationale le cas échéant, et de se tourner vers l'exportation en cas d'excédent important d'un produit.

TOURISME SAHARIEN

L'appel de Didouche aux opérateurs

Par S R.

La saison touristique 2024-2025 a été lancée officiellement jeudi dernier par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, depuis la wilaya de Tamanrasset. Il a appelé les opérateurs touristiques locaux à contribuer à la réussite de cette saison. Présidant la cérémonie d'ouverture de la nouvelle saison touristique dans le Sud du pays, le ministre a exhorté les opérateurs touristiques locaux à s'impliquer dans sa réussite, soulignant que «toutes les conditions ont été réunies par l'Etat pour permettre aux tou-

ristes de visiter l'Algérie et d'apprécier les circuits et leurs destinations de choix». M. Didouche a relevé, dans ce contexte, que la wilaya de Tamanrasset, une région touristique par excellence, attire des touristes des quatre coins du monde, eu égard aux importantes potentialités qu'elle renferme. Le ministre a inspecté, lors de cette visite de travail, le camping touristique privé "Touareg" et ses structures, un projet modèle respectant l'environnement de par sa construction en matériaux locaux, terre et bois. D'une capacité d'accueil de 30 places, ce camping dispose d'autres structures à même d'offrir des prestations amélio-

rées, après avoir refait peau neuve. Le ministre a également inspecté le chantier d'une structure hôtelière de 110 lits, appelé à renforcer le parc hôtelier et générer des emplois. Didouche a également assisté, au niveau de l'hôtel "Tahat", au lancement de la plateforme numérique de réservation électronique aux structures hôtelières relevant du groupe "Hôtellerie, tourisme et stations thermales" regroupant plus d'une vingtaine de structures hôtelières à travers le pays. Offrant diverses prestations, cette plateforme constitue un espace idoine permettant aux agences de tourisme et de voyages de faire la promotion de leurs produits

touristiques. Le gestionnaire de l'agence "Akar-Akar", Mohamed Zounga, a valorisé les mécanismes prônés par le ministère de tutelle pour accompagner les opérateurs touristiques, traduisant la volonté des pouvoirs publics de relancer le tourisme dans le Sud, notamment à travers l'établissement du visa d'entrée directe au niveau des aéroports et des postes frontaliers terrestres. Le ministre a inspecté aussi les ateliers de la Maison de l'Artisanat, encadré par des artisans de la wilaya, ainsi que l'école de gemmologie, avant de présider une rencontre avec les opérateurs locaux dans le domaine du tourisme.

FAO

Hausse des prix mondiaux des produits alimentaires en septembre

Les prix des denrées alimentaires dans le monde sont repartis à la hausse en septembre, une croissance plus vue depuis 30 mois, tirée en particulier par le sucre et globalement par la majorité des produits, selon un rapport mensuel de la FAO publié vendredi. Après quelques mois de tassement, l'indice des prix calculé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, a crû de 3% entre août et septembre, et de 2,1% sur un an. Le sucre particulièrement a vu son indice de prix croître de 10,4% en septembre, en raison de sombres perspectives pour la canne à sucre au Brésil, un pays affecté par sécheresse et incendies. La décision indienne de lever les restrictions d'usage de la canne à sucre pour la fabrication d'éthanol fait aussi craindre de moindres disponibilités à l'export, ajoute la FAO. L'indice des huiles végétales a lui gagné 4,6% depuis août, qu'il s'agisse de palme - à la production plus réduite que prévu dans les grands pays producteurs d'Asie du Sud-Est - mais aussi de soja, de tournesol ou de colza. Pour les céréales, c'est une augmentation de 3% sur un mois, tirée par les prix à l'export du blé et du maïs, affectés pour l'un par l'impact des pluies sur les récoltes au Canada et dans l'Union européenne, et pour l'autre par des difficultés liés au transport fluvial au Brésil et aux Etats-Unis. En revanche, le riz bénéficie d'un contexte plus "tranquille généralement", note la FAO, qui voit cet indice des prix reculer de 0,7%. Pour l'année 2024, la FAO a décidé de relever "légèrement" ses prévisions de production céréalière, à 2.853 millions de tonnes (soit un petit peu en dessous du record de 2023).

PROGRAMME DE RÉFORMES

L'Algérie engagée pour un développement durable et inclusif

Le ministre des Finances Laaziz Faïd a reçu en audience Ahmadou Moustapha Ndiaye, directeur des opérations pour le Maghreb et Malte auprès de la Banque Mondiale, durant laquelle le ministre a fait part de l'engagement résolu de l'Algérie dans un programme de réformes économiques ambitieux, visant à promouvoir un développement économique durable et inclusif, indique vendredi un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue jeudi à Alger, a "constitué une occasion pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et la Banque Mondiale, en vue notamment de soutenir les réformes engagées par le gouvernement et accompagner la dynamique déjà enclenchée par notre pays en matière de réformes et de diversification économique", précise-t-on de même source. M. Faïd a présenté à son interlocuteur, dont c'est la pre-

mière visite en Algérie depuis sa nomination en juillet dernier, "la stratégie de développement adoptée par notre pays dans des domaines stratégiques à l'instar de la promotion de l'investissement, la modernisation du secteur bancaire et financier, la numérisation, ainsi que la mise en œuvre d'initiatives visant à améliorer le climat des affaires et à encourager l'entrepreneuriat". Concernant les relations entre l'Algérie et la BM, le ministre a exprimé sa satisfaction quant à la diversité des actions engagées avec cette institution notamment en matière d'amélioration de gestion des finances publiques, de la résilience face aux catastrophes naturelles, de transition énergétique et de développement des énergies renouvelables, ainsi que le renforcement du système éducatif. Il a, par ailleurs invité le représentant de la banque à "consolider davantage l'appui de son institution en

termes de transfert de savoir et de renforcement des capacités à même d'appuyer l'Algérie dans son vaste programme de réformes", indique le communiqué. De son côté, M. Ndiaye a salué le niveau de coopération "exemplaire" entre les deux parties, soulignant "l'efficacité des partenariats déjà établis et le renforcement des synergies ayant permis jusque-là d'atteindre des résultats significatifs au niveau de plusieurs axes d'intervention de la Banque en Algérie". Il a affirmé aussi partager la vision du ministre de "développer des axes de travail qui s'inscrivent dans le moyen terme en faveur des réformes engagées par notre pays, afin de renforcer sa résilience face aux défis économiques actuels, tout en indiquant l'importance que son institution accorde à la promotion d'une croissance économique inclusive, durable et créatrice d'emplois", relève le communiqué.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

La BM salue les progrès notables que connaît l'Algérie

Une délégation de la Banque Mondiale (BM), en visite actuellement en Algérie, a salué l'amélioration significative que connaît le pays dans le domaine de la promotion des investissements, notamment en ce qui concerne les mesures et les dispositions prises ainsi que les facilités accordées par l'Etat aux porteurs de projets locaux et étrangers, qui commencent à donner leurs fruits sur le terrain, indique un communiqué de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Cette déclaration est intervenue lors de l'audience accordée par le directeur général de l'Agence, Omar Rekkache, à la délégation de la BM, conduite par le Directeur de la région du Maghreb N et de Malte au sein de cette institution financière, Ahmadou Moustapha NDiaye, le représentant résident de la BM en Algérie, Kamel Braham ainsi que l'économiste principal pour l'Algérie, la Tunisie, la Libye, le Maroc et Malte, Abdoulay Sy et l'économiste chargé de l'Algérie Cyril Du-

pont. A cette occasion, "la délégation de la BM a salué les progrès notables que connaît l'Algérie dans ce domaine, notamment les mesures et les dispositions prises par le pays ainsi que les facilités accordées aux porteurs de projets, qui commencent à porter leurs fruits à travers l'augmentation des projets d'investissement enregistrés par l'Agence". La rencontre a également permis de présenter l'évolution du climat d'investissement et d'affaires <Algérie dans le cadre du nouveau système d'in-

vestissement, ainsi que "le bilan du programme de soutien technique offert par la BM à l'AAPI dans le cadre du projet de vision stratégique à long terme pour la promotion des investissements en Algérie, que l'Agence s'attèle à élaborer". L'AAPI et les représentants de la BM sont convenus "d'examiner la possibilité d'organiser une journée d'information sur le nouveau système du rapport de la BM concernant l'évaluation du climat des affaires, intitulé "B-READY" ou "Business Ready", qui remplace le "Doing Business".

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصادات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 أكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Octobre 2024

L'APN prend part à N'djamena à la 82e session du Comité exécutif de l'UPA

Une délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part à la 82e session du Comité exécutif de l'Union parlementaire africaine (UPA) et à la 46e Conférence des présidents des assemblées parlementaires nationales, prévues du 5 au 9 octobre dans la capitale tchadienne N'djamena, a indiqué vendredi un communiqué de la chambre basse du parlement. L'APN sera représentée à ces deux rendez-vous par Mme Wassila Tayeb, présidente du Comité des femmes parlementaires de l'UPA et Mme Bouguettoucha Zakia, membre permanent de cette instance, a précisé la même source. Les travaux de cette session porteront sur "l'examen des rapports des comités, l'adoption des projets de résolutions, l'élaboration de l'ordre du jour de la 46e Conférence des présidents des assemblées parlementaires nationales, en sus de l'adoption du rapport de la 82e session du Comité exécutif de l'UPA", lit-on dans le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	NC	0,00	-4,60	-6,80	7,72	7,50	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-2,74	-6,43	6,54	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2295,00	+2,00	1,22	0,20	12,07	5,45	5618	12 893 310,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,59	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	-8,03	-17,09	2,03	-	15	6 075,00

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	90	110	70	البطاطا
	Tomate	99	115	82	الطماطم
	Oignon sec	49	56	43	البصل الجاف
	All sec	403	464	342	الثوم الجاف
	Carotte	82	92	73	الجزر
	Navet	114	127	101	لفت
	Poivron	113	127	99	الفلفل الاخضر
	Piment	132	149	114	الفلفل الحار
	Courgette	168	185	152	الكوسة
	Haricot vert	243	271	215	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	145	160	130	الخس
Fruits frais	Pomme locale	384	492	277	التفاح المحلي
	Datte	536	674	398	التمر
	Melon	99	111	87	البطيخ الأصفر
	Pastèque	89	97	81	البطيخ الأحمر
	Poire	398	495	302	الأجاص
	Raisin	199	253	145	العنب
Produits d'origine animale	Banane	440	458	423	الموز
	Viande bovine locale	1803	1943	1662	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	453	465	440	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني					
	Lait de vache (Litre)	93	98	87	حليب البقر (لتر)

CARBURANT

Vers une autosuffisance en «diesel» d’ici fin 2024

L’autosuffisance en matière d’essence et de diesel représente un enjeu fondamental pour l’Algérie, un pays dont la richesse en ressources pétrolières et gazières est indéniable. Historiquement, l’Algérie a été confrontée à une dépendance significative à l’égard des importations de carburant, en raison d’une demande intérieure qui surpassait souvent la capacité de production locale.

Par Mourad A.

Cette situation coûtait à l’État algérien environ 2 milliards de dollars par an, ce qui a incité les autorités à réfléchir à des stratégies visant à réduire cette dépendance. Aujourd’hui, l’Algérie a réussi à atteindre l’autosuffisance en matière d’essence, un accomplissement qui découle d’une combinaison d’efforts concertés, comme l’a indiqué l’expert Baghdade Mendouche. Dans l’émission « Invité de la rédaction » de la radio nationale « Chaîne III », Baghdade Mendouche a expliqué que la modernisation des infrastructures de raffinage a joué un rôle crucial dans cette évolution, permettant d’augmenter la capacité de production d’essence grâce à des projets d’expansion et de mise à niveau des installations existantes. Parallèlement, la compagnie nationale Sonatrach a intensifié ses efforts en matière d’exploration et d’exploitation des gisements, améliorant ainsi l’efficacité de la récupération des hydrocarbures grâce à l’adoption de technologies avancées. Le soutien gouvernemental,

à travers des politiques favorables à la production locale, a également été déterminant pour réduire les importations. Concernant le diesel, l’expert a mentionné que l’Algérie ambitionne d’atteindre l’autosuffisance d’ici la fin de l’année 2024. Pour cela, le pays met en œuvre diverses initiatives. La modernisation des raffineries se poursuit, avec des travaux visant à accroître la capacité de raffinage pour transformer un volume accru de brut en diesel de qualité. De plus, l’Algérie a lancé des projets d’exploration offshore et ratifié plusieurs contrats avec des partenaires internationaux, dans le but d’augmenter la production de pétrole brut, qui sera ensuite raffiné en diesel. À partir de 2025, l’Algérie envisage également de devenir un pays exportateur de carburant, une ambition qui nécessite non seulement de maintenir l’autosuffisance en diesel, mais aussi d’augmenter la production pour répondre aux besoins des marchés extérieurs. Ainsi, l’Algérie se positionne progressivement comme un acteur majeur sur le marché énergétique, renforçant sa capacité à répondre à la demande

interne tout en ouvrant de nouvelles perspectives d’exportation, a conclu l’expert. Pour rappel, depuis 2020, l’Algérie a mis en place une stratégie visant à assurer l’autosuffisance en hydrocarbures, en mettant l’accent sur la modernisation des infrastructures de raffinage et l’augmentation de la production nationale. Elle a réalisé des avancées significatives dans la réduction de sa facture d’importation de carburant. Selon des déclarations officielles, le pays prévoit de cesser complètement d’importer des carburants d’ici la fin de l’année 2024. L’Algérie est désormais capable de produire tous les dérivés du pétrole nécessaires à sa consommation interne, bien que des importations de diesel aient eu lieu par le passé. Avec la mise en service de nouvelles raffineries, notamment à Hassi Messaoud, le pays s’attend à répondre à la demande nationale croissante tout en réduisant sa dépendance aux importations. Cette dynamique est renforcée par une volonté de diversifier l’industrie pétrolière et d’intégrer des technologies modernes favorisant une production plus respectueuse de l’environnement. En conséquence,

l’Algérie s’oriente vers une autonomie énergétique, ce qui devrait avoir des effets positifs sur sa balance commerciale et renforcer son économie face aux fluctuations des marchés internationaux. De son côté, Sonatrach, leader du secteur des hydrocarbures en Algérie, s’est engagé à renforcer et diversifier ses activités dans le raffinage afin de maximiser la valeur ajoutée de ses ressources pétrolières et gazières. L’entreprise a lancé la modernisation de ses raffineries à Arzew, Skikda et Alger, augmentant leur capacité de traitement de 3,75 millions de tonnes par an pour répondre à la demande intérieure croissante. Parallèlement, un projet ambitieux de construction d’une nouvelle raffinerie à Hassi Messaoud est en cours, avec une entrée en production prévue pour 2027. Ce projet vise à réduire la dépendance aux importations de produits pétroliers tout en intégrant des technologies respectueuses de l’environnement.

PROMOTION DE L’INVESTISSEMENT DANS LES ENR

Nécessité de renforcer le cadre législatif

Synthèse Sirine R

Les participants à un séminaire national sur "La promotion des énergies renouvelables comme stratégie pour garantir la sécurité énergétique, dans la loi algérienne", organisé jeudi par l’université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, ont souligné l’importance de renforcer le cadre législatif afin d’encourager l’investissement dans les énergies renouvelables. Lors de cette rencontre scientifique abritée par la faculté de droit et des sciences politiques de Boukhalfa (banlieue ouest de Tizi-Ouzou), les communicants Kahina Irzili, Dalia Saidani, Safia et Mohamed Iglouli et

Safia Fethi, de la faculté de droit, se sont intéressés au volet législatif et au cadre institutionnel mis en place par l’Etat pour encourager l’investissement dans les énergies renouvelables, proposant son renforcement. Les intervenants ont souligné les mesures mis en place dans ce contexte, et qui offrent «plusieurs avantages», notamment fiscaux, ainsi que des incitations et facilitations pour promouvoir ce secteur qui permettra à l’Algérie de «réaliser la transition énergétique et d’assurer sa sécurité dans le domaine», ont-ils estimé. Toutefois, Pr Irzili a insisté sur la nécessité de la mise en place d’un outil de régulation du secteur des éner-

gies renouvelables, comme c’est le cas pour les énergies classiques (électricité et gaz) et de l’harmonisation et l’unification des textes existants. Elle a aussi préconisé la révision des anciens textes et lois en vue de leur actualisation et adaptation au contexte actuel et en vue d’accompagner le programme national de développement des énergies renouvelables qui s’étale à l’horizon de 2035. Les mesures incitatives pour la promotion de l’investissement dans ce secteur, classé comme un des secteurs «prioritaires» pour le pays, méritent d’être renforcées, a noté de son côté Pr Mohamed Iglouli, doyen de la faculté de droit et des sciences

politiques. Pr Iglouli qui a observé que l’investissement dans les énergies renouvelables est «très coûteux», a conseillé de mettre en place des institutions financières spécialisées pour accompagner et financer ce type de projets. Il a aussi noté l’importance de mettre en place davantage de mesures incitatives aux plans financier, structurel, institutionnel et de formation au profit des investisseurs nationaux ou internationaux. Il est à noter que les investissements réalisés et en cours de réalisation dans le domaine des énergies renouvelables permettront d’atteindre une production d’environ 4 Gigawatts d’ici la fin de l’année en cours

ou début 2025. C’est ce que le directeur de l’efficacité énergétique au sein du CEREFE, Mourad Issia-khem, a indiqué à l’APS, rappelant que l’Algérie a mis en place une stratégie de transition énergétique d’une Énergie fossile vers une énergie nouvelle et renouvelable visant à atteindre à l’horizon 2035, grâce à des installations en énergie renouvelable, une production de 15 Gigawatts. Les différentes installations de production d’énergie renouvelables déjà réalisées produisent actuellement plus de 600 Mégawatts (MW). En outre et dans le cadre de cette stratégie il y a eu le lancement fin 2023 de deux projets « 2.000 MW » et «Solar 1.000 MW », a-t-il rappelé.

PÉTROLE

L’escalade au Moyen-Orient fait grimper le prix à plus de 78 \$

Les cours du pétrole ont enchaîné une quatrième séance de hausse d’affilée vendredi, les opérateurs prenant leurs précautions avant un week-end plein d’incertitude au regard du regain de tension au moyen orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, s’est élevé de 0,55%, pour clôturer à 78,05 dollars. Celui du baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en novembre, a lui progressé de 0,91%, à 74,38 dollars. En quatre séances, le WTI a gagné plus de 9%, un élan déclenché puis alimenté par l’attaque de missiles iraniens sur l’entité sioniste mardi et l’escalade au Moyen-Orient. Les prix du pétrole ont été catapultés depuis mardi par l’important regain de tensions au Proche-Orient. L’Iran a lancé une attaque d’environ 200 missiles balistiques sur le territoire israélien. Depuis Téhéran et l’état hébreu ont multiplié les menaces réciproques et le marché redoute un conflit élargi dans la région qui aurait un impact important sur la production de pétrole. Sur la seule séance de jeudi, les cours du pé-

trole ont bondi de 4% pour le Brent et de plus de 5,2% à la suite de déclarations du président américain, Joe Biden. Le locataire de la Maison Blanche a indiqué que les Etats-Unis discutaient d’une potentielle attaque d’Israël sur les infrastructures pétrolières de l’Iran. «L’escalade du conflit au Moyen Orient entre Israël et l’Iran a fait fortement remonter le prix du pétrole. La hausse a été particulièrement forte hier après les commentaires du président américain suggérant qu’Israël pourrait frapper les installations pétrolières iraniennes, afin de riposter aux attaques de missiles tirés par les iraniens pour ‘venger’ l’élimination des dirigeants du Hezbollah», explique ainsi Sebastian Paris Horvitz, de LBPAM.

L’iran, 4% de la production mondiale

Selon les données du département américain de l’énergie, l’Iran a produit 4 millions de barils par jour de pétrole en 2023, ce qui représentait environ 4% de la production mondiale. «La plus forte crainte, dans un marché qui est potentiellement en excès d’offre vu les capaci-

tés inutilisées dans les pays du Golfe, est que le conflit s’étende et que l’impact sur la production pétrolière de l’ensemble de la région soit affecté. Bien qu’une telle possibilité ne semble pas vraiment inscrite dans les cours du baril, il est certain que le marché à réintroduit une prime de risque géopolitique sur les prix du pétrole», juge Sebastian Paris Horvitz. «La plupart des traders estiment qu’une attaque contre les champs pétroliers iraniens perturberait massivement l’approvisionnement en pétrole, car les repréailles de l’Iran seraient encore plus tendues», estime de son côté Naeem Aslam de Zaye Capital. Reste à voir si un embrasement de la situation surviendra effectivement. La banque UBS tablait, dans une note publiée mercredi, sur une "absence de guerre totale entre l’Iran et Israël", l’établissement jugeant que Téhéran avait pu "signaler sa détermination" avec l’attaque de mardi sans vraiment vouloir aller plus loin. Au-delà du risque géopolitique, les fondamentaux du pétrole reste assez chancelants. Le ralentissement de la croissance mondiale, notamment de la Chine, pèse sur la demande tandis que l’Arabie Saoudite, lassée de perdre

des parts de marché, pourrait augmenter sa production, comme le rapportait la semaine dernière le Financial Times. «Tant que la situation géopolitique au Moyen-Orient ne s’apaisera pas, les prix du pétrole risqueront toujours de grimper en flèche. Mais dans le contexte d’une demande en baisse et d’une offre plus importante sur le marché pétrolier au sens large, les risques pesant sur les prix du pétrole au cours de l’année prochaine sont sans doute orientés à la baisse», résume David Oxley, de Capital Economics, dans une note. «Le fait que l’Opep+ (l’organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, NDLR) pompe actuellement bien en dessous de sa capacité - et a donc le potentiel d’augmenter la production si l’approvisionnement en pétrole iranien est perturbé - limite le potentiel d’une augmentation prolongée du prix du pétrole. À titre de comparaison, l’Iran représente environ 4 % de la production mondiale de pétrole, mais l’Opep dans son ensemble limite actuellement la production de pétrole de l’équivalent de près de 6 % de la production mondiale», développe-t-il.

Agence

KHENCHELA
Réception du
projet
d'aménagement
de la zone
d'activités de la
commune d'Ain
Touila "avant fin
2024"

Le projet d'aménagement de la zone d'activités de la commune d'Ain Touila (Khenchela) sera achevé "avant la fin de l'année 2024", a affirmé, jeudi, le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Saâdi Smati. Le même responsable a indiqué à l'APS que la partie des travaux liée à l'éclairage public sera "bientôt" achevée, tandis que certaines réserves concernant la réalisation de trottoirs et le revêtement des routes seront "prochainement" levées afin que cette zone puisse être mise en service "avant la fin de l'année 2024". M. Smati a ajouté que les entreprises en charge de ce projet subdivisé en 4 lots ont livré "au cours du premier semestre de cette année" les travaux de raccordement aux réseaux d'assainissement et d'eau potable, ainsi que ceux relatifs à la réalisation des trottoirs et au revêtement des chaussées. Il a également fait part d'une visite d'inspection qu'il a lui-même effectuée sur le terrain, au cours de laquelle il a pu vérifier l'état d'avancement du projet et donné des instructions quant à la nécessité d'accélérer le rythme des travaux par le renforcement du chantier en main-d'œuvre et en moyens logistiques afin de livrer le projet dans les délais impartis. M. Smati a souligné que l'aménagement de la zone d'activité de la commune d'Ain Touila s'opère sur une superficie totale de 84 hectares comprenant 206 lots devant être mis à la disposition des investisseurs désireux de réaliser des projets dans cette région. Pour rappel, la wilaya de Khenchela a bénéficié, dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de projets portant sur l'aménagement de 10 zones d'activités à travers 9 collectivités locales, sur une superficie totale de 393 hectares.

BOUMERDES

Mise en service d'un puits artésien au profit de 20.000 habitants à Beni Amrane

Un puits artésien est entré en service, jeudi, dans la wilaya de Boumerdes, suite à une opération de réhabilitation et rééquipement, visant l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) d'un bassin de population de près de 20.000 âmes à travers les villages et bourgs de la commune de Beni Amrane (Est).

Ce projet vise le renforcement de la chaîne de distribution d'eau potable de 25 villages et des régions de Beni Khelifa, en plus des sièges des communes voisines de Beni Amrane et Ammal, selon les explications fournies à la wali Fouzia Naâma, lors de l'inauguration de ce puits, dans le cadre d'une visite d'inspection de plusieurs projets de développement dans la wilaya. Ce système hydrique a été réalisé en 2009, avant son arrêt d'activité en 2011 jusqu'à sa réhabilitation et remise en service

aujourd'hui jeudi. La réhabilitation de ce puits, d'une profondeur de 30 mètres et d'un diamètre de 800 mm, a coûté la bagatelle de plus de 11 millions de DA. La commune de Beni Amrane a également enregistré la mise en service d'une station de pompage hydraulique, suite à son équipement, pour assurer l'AEP des villages de Chakour et Bouchlaghem de cette localité. Cette station, réalisée pour une enveloppe de plus de 7,4 millions de DA, assurera l'AEP de plus de 2000 âmes des villages

d'Ouled Belaid, Bouchakour et Ouled Bouchlaghem de la même commune. La wali de Boumerdes a entamé cette visite par la mise en service de groupes scolaires et l'inspection de classes d'extension dans les communes d'Ouled Moussa et de Tidjebine. Elle a aussi procédé au lancement des travaux d'aménagement et de revêtement de nouvelles routes dans la commune d'Ammal, outre le chantier de réalisation d'un groupe scolaire et de nombre d'autres projets à Beni Amrane.

BOUIRA

Plus de 10.400 nouveaux postes pédagogiques de formation professionnelle

Plus de 10.400 nouveaux postes pédagogiques sont offerts par le secteur de la formation professionnelle pour la session de ce mois d'octobre à Bouira, dont 5.409 postes en formations diplômantes, a-t-on appris jeudi auprès de la direction du secteur. "Nous avons 10.434 nouveaux postes pédagogiques, pour la rentrée de la formation professionnelle dans sa première session d'octobre 2024 à Bouira, dont 5025 places réservées à des for-

mations qualifiantes dans leurs différents modes et dispositifs", a déclaré Idir Chachoua, responsable à la direction de la formation et de l'enseignement supérieures (DFP). Il a précisé que la prochaine rentrée professionnelle comptera exactement 10.434 nouveaux stagiaires outre 4385 autres à reconduire, soit un total de 14.819 stagiaires. Les nouvelles places pédagogiques concernent aussi la formation au profit des personnes à besoins spécifiques

et des femmes au foyer, la formation en milieu rural, ainsi que la formation destinée aux bénéficiaires de l'allocation chômage au nombre de (1570 stagiaires). A travers toutes ces formations, le secteur est "axé sur les branches professionnelles prioritaires", dont l'agriculture, l'agroalimentaire, la numérisation, le bâtiment et les travaux publics (BTP), l'électricité, la restauration, l'hôtellerie et l'artisanat, les ressources hydriques et l'environnement, ainsi que les

énergies renouvelables. A Bouira, le secteur compte 6 Instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle (INSFP), un Institut d'enseignement professionnel (IEP), et 23 Centres de la formation professionnelle (CFPA), ainsi que quatre annexes, selon les détails fournis par le même responsable. Dix écoles privées ouvrent également leurs portes en ce mois d'octobre à Bouira pour accueillir les stagiaires de la formation professionnelle.

MASCARA

5,7 millions de mètres cubes d'eau réservé au périmètre irrigué de la plaine de Sig

Le périmètre irrigué de la plaine de Sig, situé dans la commune éponyme (wilaya de Mascara), vient de bénéficier d'un quota de 5,7 millions de mètres cubes d'eau destiné à l'irrigation des superficies agricoles, apprend-on, jeudi, de la direction locale des Services agricoles (DSA). Le chef du service Irrigation agricole à la DSA, Djamel Bakhtiar, a précisé à l'APS que ce quota a été réservé par le ministère de l'Hydraulique pour l'irrigation des oliveraies de la plaine de Sig, à partir du barrage de

Chorfa, implanté dans la commune du même nom. Le volume d'eau mobilisé à cet effet a permis de couvrir les besoins des professionnels de la filière pour l'irrigation de quelque 6.500 hectares au titre de la campagne d'irrigation, a indiqué le même responsable. Il a ajouté que l'opération a été précédée par des sorties de sensibilisation sur le terrain ayant permis aux agriculteurs de ce périmètre de s'imprégner et de prendre connaissance des modes d'utilisation des équipements mo-

dernes au niveau de leurs exploitations agricoles, notamment celles permettant d'économiser le liquide précieux et de garantir sa répartition équitable à travers l'ensemble des parcelles de ce périmètre. Il convient de souligner que la Commission de wilaya en charge de la gestion des périmètres irrigués a tenu une réunion ayant regroupé les représentants des agriculteurs activant au niveau de la plaine de Sig, à l'issue de laquelle les besoins en eau de ces derniers ont été identifiés et fixés.

MILA

Coup d'envoi de la campagne de récolte de tournesol avec des rendements prévisionnels de 15 quintaux par hectare

Le coup d'envoi de la campagne de récolte de tournesol pour la saison agricole 2023-2024 a été donné, jeudi à Teleghma (sud de Mila), avec des rendements escomptés de l'ordre de 15 quintaux à l'hectare. Un cadre de la direction de wilaya des services agricoles (DSA), Mehenni Habaza, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que la superficie dédiée, dans la wilaya de Mila, à la culture de cette plante oléagineuse s'élève à 100

hectares, dont 15 ha dans la commune de Teleghma. Bien qu'il s'agisse de la première expérience de la wilaya de Mila en matière de culture du tournesol, les indicateurs relevés tout au long de la croissance ont été "positifs" et "encouragent le développement de la culture de cette plante qui fournit la matière première pour la fabrication de l'huile de table", a souligné la même source. M. Habaza a ajouté que si la production

est conforme aux prévisions, cela inciterait les agriculteurs à s'engager dans le programme de la prochaine saison agricole pour cultiver cette plante annuelle qui représente une alternative à l'agriculture traditionnelle et constituera un "plus" pour cette région connue, également, pour la culture de l'ail, d'autant que le tournesol ne nécessite pas de grandes quantités d'eaux d'irrigation. De son côté, un représentant de la

Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS), Hamza Harhouche, a indiqué que l'accompagnement des agriculteurs sera "garanti lors des prochaines saisons agricoles, depuis l'ensemencement jusqu'à la récolte, en fournissant les équipements nécessaires et en veillant au suivi du parcours technique du tournesol comme ce fut le cas avec les agriculteurs qui l'ont planté cette saison".

ENCADREMENT DES LOYERS

La lumière vient d'Argentine

Le bon logement occupe une place centrale dans les aspirations de tout individu. La difficulté de se loger à laquelle sont confrontés nombre de Français est donc logiquement au cœur de l'action des associations sociales et devrait être au cœur des préoccupations des politiques. Sans faire offense au ministre actuel ni au premier ministre Barnier, ce n'est pas un poids-lourd de la politique qui occupe la fonction.

Par Marc Guyot et Radu Vranceanu, professeurs à l'Essec

Le problème est que le logement n'est pas qu'un problème individuel, c'est un problème collectif structurel dans la mesure où il se confronte aux politiques de développement urbain, d'occupation des sols et de normes de construction. Il est donc aussi mal géré que les autres domaines placés sous la régulation publique comme l'énergie, la défense nationale, la santé publique ou l'éducation. Pour son malheur et celui des citoyens, il est abordé à la mode actuelle, c'est-à-dire de façon idéologique et conjoncturelle. Si on prend à la lettre les cyniques gesticulations de court terme des politiciens désireux de posture sociale, le loyer élevé serait tout à la fois une cause d'inflation, de la baisse du pouvoir d'achat et bien sûr de l'infécondité exploitée par des riches propriétaires des pauvres et des jeunes, conduisant au mal-logement et à la pénurie. Ces politiciens, quasi indoctrinés en économie, ne voient pas le loyer comme un prix, formé sur un marché en fonction de l'offre et la demande de logement. Dans cette perspective économique, un loyer élevé reflète avant tout une pénurie

de logement. Confrontés à une situation où des logements existants ne sont pas offerts à la location, les politiques appropriées consistent à mettre en œuvre des politiques incitant à augmenter l'offre via des incitations fiscales, une meilleure protection des offreurs face aux loyers impayés et face aux squatteurs. Face aux logements qui n'existent pas encore, les politiques appropriées seraient tournées vers une facilitation de la construction de logements, en termes d'accélération des procédures, d'allègements des lourdeurs administratives et d'incitations fiscales appropriées. Les quotas de logements sociaux dans les immeubles neufs, imposés depuis un certain temps, diminuent la valeur des autres logements, et rendent les projets immobiliers moins rentables.

La tentation populiste est au contraire d'encadrer les loyers

Quel que soit le marché concerné, le contrôle des prix est toujours un désastre à moyen terme, en ce qu'il dissuade l'offre et engendre la pénurie. Sur le marché spécifique de la location, encadrer les loyers exigerait de la part du régulateur de connaître le bon prix. Le problème avec le bon prix c'est qu'il est inconnu et qu'il n'est révélé que par le marché. À partir de là, il est possible de

mener les politiques sociales appropriées où l'État prend en charge tout ou partie du loyer pour les catégories de populations les plus défavorisées. Une bonne politique du logement passe par un soutien au revenu des locataires, tout en assurant la flexibilité des prix. Les affirmations publiées ce jour par une association bien connue dans le domaine du logement révèlent que 30% des loyers proposés à la location à Paris seraient supérieurs aux « plafonds ». Selon Le Figaro, 200.000 euros auraient été restitués aux locataires lyonnais grâce à l'encadrement des loyers dans cette ville. En revanche, silence total sur l'extrême difficulté de se loger à Paris et à Lyon. Selon les professionnels du logement lyonnais, cités encore par Le Figaro, la première année de mise en place de l'encadrement des loyers aurait conduit à un effritement de 10% des appartements de petite surface. Il est éclairant de mettre en perspective ce planisme à la française avec la radicalité libérale mise en œuvre par le Président Javier Milei en Argentine. Il a supprimé le contrôle des loyers en Argentine et particulièrement à Buenos Aires, sachant que ce pays connaissait un des contrôles des loyers les plus stricts de la planète, héritage des années Kirchner et de l'idéologie Péro-

niste. Selon le Wall Street Journal, l'offre de logement dans la capitale argentine connaît actuellement un véritable boom, avec une offre locative en hausse de 170%. En termes réels, les loyers ont baissé de 40% depuis le mois d'octobre 2023. Avant l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, il y avait 200.000 propriétés laissées vides à Buenos Aires, en hausse de 45% sur 5 ans. La forte hausse des loyers initiales après l'abolition du contrôle des loyers a été surcompensée par la hausse de l'offre, conduisant à une baisse en termes réels des loyers. D'une façon plus générale, Milei a supprimé le contrôle sur plus de 50.000 biens. L'objectif du gouvernement est d'atteindre une inflation de 18% en 2025 contre 237% en 2022. Sans prendre fait et cause pour Javier Milei, cet aspect de sa thérapie de choc semble fonctionner et devrait être une source d'inspiration pour nos politiques. Le Maire de Nice, Christian Estrosi, a renoncé à contrôler les loyers fin 2023 et il a bien fait étant donné la pénurie de logement dans sa ville. De son côté, Joe Biden veut plafonner la hausse des loyers à 5%, mais on comprend que Monsieur « inflation à 10% pendant mon mandat » gesticule pour trouver des coupables.

Source : La Tribune.fr

Comment l'industrie pétrolière finance de prestigieuses universités américaines

Par Nina Bailly

Des rapports réalisés par des étudiants révèlent que des universités comme Princeton, Columbia ou Cornell seraient au cœur de conflits d'intérêts avec des entreprises pétrolières. «Les entreprises des énergies fossiles détournent nos universités pour perpétuer leur propre industrie toxique, et nous, les étudiants, n'en pouvons plus», déclarait Will Kattrup, responsable de recherche au Campus Climate Network, mercredi 18 septembre 2024. Il faisait référence à la publication de nouveaux rapports concernant le financement de six universités américaines. Rapportés par le quotidien britannique The Guardian, ces rapports initiés par des organisations étudiantes soulèvent, de fait, de sérieux soupçons de conflits d'intérêts entre l'industrie du pétrole et certaines universités prestigieuses aux États-Unis. Les rapports portent sur l'American

University (Washington D.C.), l'université Columbia (New York), l'université Cornell (État de New York), l'université de Princeton (New Jersey), l'université de Caroline du Nord (UNC) à Chapel Hill et l'université de Californie à San Diego. Ils ont tous été publiés par le Campus Climate Network, un consortium international dirigé par des étudiants et qui pousse les universités à rompre leurs liens avec les grandes compagnies pétrolières. Pour rédiger ces rapports, les étudiants ont examiné les déclarations fiscales de dons publics faits par les branches caritatives des compagnies pétrolières aux universités. Ils ont également recherché parmi les membres des conseils d'administration des noms liés aux intérêts des combustibles fossiles et ont analysé les déclarations de conflits d'intérêts dans des articles universitaires. Enfin, les étudiants des universités publiques ont déposé des demandes d'accès pour obtenir des informations financières

supplémentaires. Ainsi, les recherches concluent que depuis 2003, les six universités ont bénéficié en tout de plus de 100 millions de dollars de financement liés à l'industrie des énergies fossiles. Des millions de dollars supplémentaires proviennent d'entreprises qui «soutiennent» l'industrie des combustibles fossiles, comme des banques qui financent l'expansion pétrolière ou des groupes à l'origine de désinformations sur le climat.

Des biais dans les articles universitaires?

Les étudiants précisent que ces chiffres sont certainement en dessous de la réalité, car la plupart des centres de recherche universitaires ne divulguent pas publiquement le nom de leurs donateurs. Aussi, certains rapports n'ont suivi les contributions que sur la dernière décennie. Les six universités ont également publié un total de 1.507 articles universitaires financés par des intérêts pé-

troliers et gaziers, ce qui suscite des inquiétudes chez les étudiants quant à la partialité de ces derniers. Les universités ont également placé de nombreuses personnes liées aux combustibles fossiles au sein de divers conseils d'administration. L'université de Princeton semble même posséder, ou avoir possédé, une entreprise de combustibles fossiles appelée Petrotiger. Selon les rapports, l'université réputée située dans le New Jersey aurait gagné près de 140 millions de dollars au cours des dix dernières années, en revenus d'investissement et en contributions financières directes de l'entreprise. Interrogée sur la question, une porte-parole de Princeton a souligné l'engagement de l'université à rompre ses liens avec de nombreuses entreprises du secteur des combustibles fossiles. Cependant, elle n'aurait pas répondu aux questions des étudiants sur Petrotiger.

Source :Slate.fr

TUNISIE

Un nouveau programme pour financer la campagne céréalière 2024/2025

En Tunisie, le blé est la principale céréale cultivée et consommée par la population. Le pays qui ambitionne d'accroître la production dans cette filière en 2024/2025 renforce son appui à l'appareil productif. En Tunisie, le ministère de l'Agriculture a signé le lundi 30 septembre dernier une convention de financement d'une valeur de 20 millions de dinars (6,5 millions \$) avec la Banque tunisienne de solidarité (BTS). Selon les médias locaux, cette enveloppe sera utilisée pour la mise en place d'un nouveau programme de financement spécifique dédié à la filière céréalière en 2024/2025. Ledit programme permettra aux petits exploitants agricoles ainsi qu'aux sociétés mutuelles de services agricoles (Smsa) d'accéder à des prêts saisonniers pour financer l'achat de semences, d'intrants et de moderniser leurs équipements de tri et de traitement des semences. Dans le cadre de ce partenariat, la BTS s'engage à accorder des prêts préférentiels à un taux d'intérêt fixe de 5 % aux bénéficiaires, sans fournir de garanties et sans autofinancement. Globalement, cette nouvelle initiative devrait encourager les agriculteurs à accroître les superficies de céréales ensemencées. Rappelons que pour la campagne 2024/2025, le gouvernement tunisien veut consacrer 200 000 hectares supplémentaires au blé. L'ambition affichée étant d'augmenter la récolte de la céréale qui s'est établie à 600 000 tonnes au cours de la campagne précédente alors que la consommation s'est élevée à plus de 2,8 millions de tonnes, d'après la FAO.

FITCH RATINGS

Les actifs gérés par l'Arabie saoudite atteindront 300 milliards \$ d'ici deux ans

Les actifs sous gestion de l'Arabie saoudite devraient atteindre 300 milliards de dollars (1 dollar = 0,90 euro) au cours des deux prochaines années, sous l'effet des réformes réglementaires et de l'expansion des marchés boursiers et obligataires, selon Fitch Ratings.

Dans son dernier rapport, l'agence de notation a déclaré que les actifs sous gestion dans l'industrie de la gestion d'actifs du Royaume ont augmenté de 13,5% en glissement annuel à la fin du premier semestre 2024, dépassant 250 milliards de dollars. La croissance de l'industrie de la gestion d'actifs au cours du second semestre de cette année et en 2025 sera alimentée par un nombre croissant de particuliers fortunés recherchant ces services en Arabie saoudite. Le Royaume possède la plus grande industrie de gestion d'actifs de la région du Conseil de coopération du Golfe et se classe au cinquième rang des pays de l'Organisation de la coopération islamique. Fitch a également noté que l'Arabie saoudite est le deuxième plus grand marché public de fonds islamiques au monde. Bachar al-Natour, responsable mondial de la finance islamique chez Fitch Ratings, a déclaré: «Nous nous attendons à ce que les actifs sous gestion de l'Arabie saoudite dépassent les 300 milliards de dollars d'ici quelques années, sous l'impulsion du programme de développement du secteur financier Vision 2030. La demande de produits islamiques est forte et environ 95% des fonds communs de placement sont conformes à la charia.» Il a ajouté: «Les actifs sous gestion de l'industrie ont atteint 22% du produit intérieur brut en 2023, les fonds privés étant trois fois plus importants que les fonds publics. Les gestionnaires affiliés aux banques saoudiennes



détiennent 63% des revenus du secteur, mais la concurrence des gestionnaires internationaux s'accroît à mesure que le gouvernement les attire en Arabie saoudite.» Selon le rapport, le revenu net de toutes les institutions du marché des capitaux a augmenté de 29% en glissement annuel pour atteindre 1,1 milliard de dollars au premier semestre 2024. Fitch a également noté que les actifs sous gestion des fonds privés ont doublé depuis 2020, avec 43% alloués aux actions et 40,5% au secteur immobilier. Environ 28% des fonds publics sont investis dans les marchés monétaires, suivis par les actions à 25,6%, les fonds d'investissement immobilier à 18,7% et la dette à 16%.

Le rapport conclut que l'augmentation des offres publiques initiales et l'amélioration des performances de l'indice Tadawul All Share attirent les fonds d'actions dans le Royaume. En avril, Abdallah ben Ghannam, adjoint pour les sociétés cotées et les produits d'investissement à l'Autorité du marché des capitaux d'Arabie saoudite, a mis en avant la croissance significative de l'industrie de gestion d'actifs. Il a indiqué que les revenus de l'activité de gestion d'actifs pour les institutions du marché des capitaux en Arabie saoudite atteindraient 1,12 milliard de dollars en 2023, ce qui représente une augmentation de 58,6% au cours des quatre dernières années.

EGYPTE

Réalisation du plus gros achat direct de blé depuis 2022

L'Egypte est le premier importateur mondial de blé. Alors que le pays doit renforcer ses achats de la céréale sur le marché international en 2024/2025, l'acheteur public est à l'affût des opportunités pour réduire ses dépenses. En Egypte, l'Autorité générale en charge des approvisionnements (GASC) vient de conclure un contrat d'achat de blé direct pour se pro-

curer un stock total de 3,12 millions de tonnes de la céréale entre novembre et avril prochains. Il s'agit du plus gros contrat signé par l'acheteur public qui s'est lancé dans les achats de blé direct depuis 2022. Selon les détails rapportés le mercredi 2 octobre par Reuters, citant des sources proches du dossier ayant requis l'anonymat, la cargaison sera expédiée à raison

de 510 000 tonnes par mois depuis la région de la mer noire. Cette démarche de la GASC est à inscrire dans un contexte où les importations égyptiennes de blé égyptien devraient atteindre de nouveaux sommets en 2024/2025. Selon les dernières estimations de la FAO, le pays des pharaons devrait augmenter ses importations de la céréale de 1,6 % pour atteindre 12,2 mil-

lions de tonnes. Il faut noter que contrairement aux appels d'offres d'achats courants, le processus d'achat direct garantit une marge de manœuvre importante pour opérer le choix le plus optimal parmi un large éventail d'origines et obtenir des prix plus compétitifs. En Egypte, les dépenses pour l'achat de blé ont augmenté de 30 % atteignant 2,3 milliards \$ au cours du pre-

mier semestre 2024, selon les données compilées par l'Agence centrale de la mobilisation publique et les statistiques (CAP-MAS). Dans le pays des Pharaons, la majorité du volume de blé consommé entre dans le cadre du programme de subventions du pain qui coûte chaque année près de 3 milliards \$ à l'État, selon les données officielles.

LIBYE

Priorité à la relance de la production avec la levée du blocus pétrolier

Cela fait plusieurs semaines qu'une grande partie de la production pétrolière de la Libye est bloquée. Ceci, en raison d'un bras de fer politique au sommet de l'État autour de la désignation du patron de la banque centrale. Cela est chose faite depuis quelques jours par consensus. La priorité du gouvernement libyen doit être d'œuvrer dans les plus brefs délais au rétablissement de la produc-

tion pétrolière à son plateau constant de ces derniers mois, soit environ 1,2 million de barils par jour. C'est l'opinion exprimée jeudi 3 octobre par Farhat Bengdara, le patron de la National Oil Corporation (NOC), lors d'une rencontre avec Abdul Hamid Dbeibah, le Premier ministre du gouvernement d'union nationale (GNU). Cela passe par une politique d'exécution accélérée des plans stratégiques prévus pour soutenir le secteur pétro-

lier. Ceci, en misant sur la coopération internationale pour attirer des investissements et maximiser les retombées de la monétisation des ressources énergétiques de la Libye. Ces échanges ont lieu dans la foulée de l'annonce par les autorités de l'est de la Libye de la reprise de la production des gisements pétroliers, principalement situés dans cette région. Parallèlement, les exportations qui avaient été suspendues ces 5 dernières semaines

en raison de la rivalité politique avec le GNU, ont également repris. Ces évolutions marquent la fin du blocus sur le pétrole qui a fait chuter la production en dessous des 500 000 b/j. Quelques semaines avant la crise, la NOC avait annoncé un plan visant le forage de 121 nouveaux puits pétroliers cette année. Une étape jugée essentielle à la poursuite des objectifs de production de 2 millions b/j d'ici fin 2025.

RDC

Rawbank remporte le Forbes Best of Africa Innovative Banking Award

Rawbank, leader bancaire en République Démocratique du Congo (RDC), s’est vu décerner le prestigieux prix Forbes Best of Africa Innovative Banking Award pour ses solutions bancaires innovantes et son engagement envers l’inclusion financière.

Ce prix prestigieux a été décerné lors de l’International Business Round Table, organisée par Foreign Investment Network (FIN) en partenariat avec Forbes. La distinction a été remise à M. Kamanzi Christian, Directeur Général Adjoint de Rawbank, par M. Kip Forbes, Vice-Président de Forbes USA. Cette récompense honore l’engagement de Rawbank dans la fourniture de solutions bancaires innovantes répondant aux besoins des Congolais tout en assurant sécurité et fiabilité. Elle met également en avant le rôle du secteur bancaire congolais dans la région, un véritable moteur pour la bancarisation et l’inclusion financière. Depuis plusieurs années, le Forbes Best of Africa Award célèbre les organisations et les individus qui se distinguent par leur leadership, leur capacité d’innovation et leur impact social à travers divers secteurs en Afrique. L’attribution de ce prix à Rawbank démontre le positionnement de la banque en tant que pionnière en matière de solutions bancaires, favorisant ainsi le développement de l’économie congolaise. M. Kamanzi Christian, Directeur Général Adjoint de Rawbank, a déclaré : “Recevoir le Forbes Best of Africa Innovative Banking Award est une immense fierté pour

nous. Cela témoigne de notre vision et de notre engagement à innover constamment pour proposer des solutions financières adaptées aux besoins de tous les Congolais. Nous restons déterminés à repousser les limites de l’inclusion financière en RDC, tout en apportant un impact positif et durable à notre économie.” Le Forbes Best of Africa Award confirme l’engagement de Rawbank à aller au-delà des standards de l’industrie en matière de finance inclusive et d’innovation. En renforçant sa présence sur le marché financier régional, Rawbank affirme son rôle de leader dans la transformation économique du continent africain. Depuis 22 ans, Rawbank soutient le développement de l’économie congolaise avec un total d’actifs de 5 milliards de dollars. Première banque de la RDC, elle propose des produits et services modernes à plus de 500 000 clients, comprenant des entreprises, des PME et des particuliers, à travers un réseau de plus de 100 agences dans 19 provinces du pays. La banque propose également une gamme complète de services digitaux, notamment Illicocash et des services bancaires en ligne. Le succès de Rawbank a été récompensé à de nombreuses reprises, notamment par l’African Bankers Award 2022 et 2024 de la

meilleure banque régionale d’Afrique centrale, ainsi que par une note Moody’s CAA 1. Elle est également certifiée ISO/IEC 20000 et ISO/IEC 27001. Rawbank compte parmi ses partenaires des institutions de premier plan, dont l’IFC, la BAD, TDB, BADEA, Shelter Africa, et AGF. Depuis 22 ans, avec un total d’actifs de 5 milliards de dollars, Rawbank soutient le développement de l’économie congolaise. Première banque de la RDC depuis 12 ans, Rawbank offre les produits et services les plus modernes à ses 500 000+ clients Corporate, PME et Particuliers à travers un réseau de plus de 100 agences dans 19 provinces du pays, une offre digitale avec Illicocash, la banque par internet et plus de 250 guichets automatiques. Son action est récompensée par l’African Bankers Award 2022 et 2024 de la meilleure banque régionale d’Afrique centrale, une note Moody’s CAA 1, des certifications ISO/IEC 20000 et ISO/IEC 27001. Les partenaires qui font confiance à RAWBANK sont entre autres : IFC, BAD, TDB, BADEA, Shelter Africa, AGF, etc. Les partenaires qui font confiance à RAWBANK sont notamment : BAD, AGF, IFC, BADEA, Shelter Africa et TDB. Pour plus d’informations, visitez notre site web : www.rawbank.com

GHANA

Baisse de l’inflation dans les transports, malgré la hausse généralisée des prix

L’inflation au Ghana a atteint son plus haut niveau en cinq mois, malgré une baisse récente. Certains secteurs, en revanche, ne sont pas impactés. D’après les données du Service national de statistiques, publiées le mercredi 2 octobre 2024, le secteur des transports au Ghana a enregistré un ralentissement du taux d’inflation entre septembre 2023 et septembre 2024. En septembre 2024, le taux d’inflation annuel s’élevait à 16,3 % contre 17,4% en août. Le rapport n’explique pas les raisons de ce nouveau ralentissement, à la suite de ceux observés depuis le mois de juin 2024. Cependant, il intervient alors que les prix de l’essence connaissent des fluctuations. D’après la plateforme Global Petrol Prices, un litre d’essence au 30 septembre 2024 au Ghana coûtait 15,49 cedis, soit environ 0,98 dollar. Bien que ce montant soit en baisse de 2,8 % par rapport aux trois derniers mois, il est en hausse de 13,9 % sur une période d’un an. Il faut préciser que plusieurs mesures gouvernementales ont été prises dans le secteur. D’après les autorités, plus de 10 milliards de cedis, environ 631 millions \$ ont été investis depuis janvier 2024 pour l’amélioration des transports. Cette baisse intervient alors que l’inflation générale au Ghana a augmenté après cinq mois consécutifs de ralentissement, principalement en raison d’une hausse significative des prix des denrées alimentaires. Le taux d’inflation annuel global est ainsi passé de 20,4 % en août à 21,5 % en septembre 2024. Bien que l’inflation dans les transports soit en baisse au Ghana, la hausse généralisée des prix continue d’impacter plusieurs secteurs de l’économie. Ce, dans un contexte macroéconomique difficile, marqué par un fort endettement. Le gouvernement a sollicité le soutien du Fonds monétaire international (FMI) pour restructurer une partie de sa dette, reflétant les défis financiers auxquels il est confronté.

PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS

Zepz lève 267 millions \$ pour financer son expansion

Plusieurs acteurs de l’industrie du capital-investissement ont participé au tour de table, aux côtés de la firme de capital-risque Accel et de la SFI. Zepz, le fournisseur de services de transfert de fonds transfrontaliers anciennement connu sous le nom de WorldRemit, a levé 267 millions \$ auprès de plusieurs investisseurs

nouveaux et existants pour financer son expansion en Afrique et sur d’autres marchés, a rapporté Bloomberg, le jeudi 3 octobre 2024. La société de capital-risque Accel a mené le tour de table auquel ont participé les firmes de capital-investissement Leapfrog, TCV et Coller Capital. La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque

mondiale dédiée au secteur privé, a, de son côté, injecté 20 millions de dollars dans le capital du spécialiste des paiements internationaux basé à Londres. Zepz n’a pas divulgué sa valorisation depuis 2021. Cette année-là, la fintecha atteint une valorisation de 5 milliards de dollars, peu après l’acquisition de la société de paiement transfrontaliers axée sur

l’Afrique, Sendwave, et le changement de dénomination. Fondée en 2010 par Ismail Ahmed (photo), un réfugié somalien frustré par les frais élevés appliqués sur les transferts d’argent à sa famille, elle est devenue la première fintech appartenant à des Noirs au Royaume-Uni à atteindre le statut de licorne.

PROMOTION DE L’AGRICULTURE DURABLE AU CAMEROUN

L’Allemagne engage 3,2 milliards de FCFA

Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a lancé le projet global Systèmes et politiques agricoles durables (AgSys) au Cameroun. Selon la Coopération allemande (GIZ), ce projet est financé à hauteur de 5 millions d’euros, soit environ 3,2 milliards de FCFA. Il a une durée de quatre ans (2023-2027) et a pour objectif de renforcer les processus de transformation vers des systèmes agricoles durables au Cameroun. Le projet accompagne le Cameroun dans la transformation de son système agricole. Il s’appuie sur les impacts et les partenariats existants et les complète par des approches de conseil politique. En effet, les systèmes agroalimentaires sont censés fournir des aliments sains et abordables pour tous, tout en respectant les limites de la planète. Actuellement, apprend-on, ce défi n’est pas relevé, car

ces systèmes ont des effets négatifs importants sur l’environnement et le climat. Pour réfléchir sur les normes de qualité en agriculture durable et définir les priorités dans ce secteur au Cameroun, une trentaine d’acteurs publics, privés, de la société civile et chercheurs se sont réunis en atelier du 30 septembre au 1er octobre 2024 à Douala. Ces assises interviennent dix mois après le lancement de ce projet qui fait face à des blocages. D’après Marthe Epassy, conseillère technique AgSys-GIZ, « le but de cet atelier était de voir où se situent les blocages au niveau du cadre réglementaire et politique pour la promotion de l’agriculture durable ». En effet, plusieurs réformes sont en cours pour redynamiser l’agriculture durable. Il s’agit notamment de la loi sur l’agriculture biologique validée fin 2023, celle sur les semences votée en juillet 2001 et devenue caduque, ainsi que les textes

d’application de la loi interprofessionnelle qui restent attendus. Ces processus, apprend-on, constituent des points d’attention majeurs pour éliminer les contraintes rurales et permettre la réalisation des recommandations de la feuille de route pour les systèmes alimentaires durables. Cependant, la validation de telles réformes est freinée par la lourdeur de la compréhension différenciée des enjeux par certains partis et parfois par les jeux d’intérêts, selon le GIZ. L’approche d’AgSys est d’impliquer fortement les acteurs du changement avec leurs voix et arguments pour l’avancée de ces lois, en connaissance des enjeux de l’agriculture durable. Cette approche intervient dans cinq systèmes principaux. Il s’agit du système politique avec des cadres politiques et réglementaires durables et inclusifs; le système productif structuré autour des

interprofessions ou unions de PME pour la disponibilité et la visibilité des produits « made in Cameroun » issus d’une filière durable. Le projet intervient également au niveau de la commercialisation à travers les marchés nationaux et internationaux, reposant sur l’application d’un système de contrôle de qualité des produits agricoles durables. Les financements des activités seront mis à la disposition des institutions de microfinance, ce qui permettra d’augmenter les crédits agricoles compétitifs et accessibles aux groupes vulnérables. Les aspects genre, digitalisation et développement institutionnel protecteur seront également pris en compte dans le projet AgSys, dont le but est d’augmenter durablement la production, améliorer l’environnement des infrastructures collectives et la gouvernance des systèmes alimentaires.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le vert, l'emploi américain apaise les craintes sur l'économie

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, soutenues par les valeurs liées à l'énergie dans un contexte de hausse des prix du pétrole, ainsi que par les solides chiffres de l'emploi aux États-Unis, qui ont apaisé les inquiétudes concernant la détérioration de la santé de l'économie américaine.

À Paris, le CAC 40 a gagné 0,85% à 7.541,36 points. À Francfort, le Dax a avancé de 0,55% et à Londres, le FTSE 100, qui a connu une séance volatile, a finalement abandonné 0,02%. L'indice EuroStoxx 50 a fini sur un gain de 0,71%, le FTSEurofirst 300 a pris 0,33% et le Stoxx 600 0,44%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a en revanche abandonné 1,79% et le CAC 3,21%. Les marchés d'actions ont clôturé vendredi en hausse, le secteur de l'énergie bénéficiant de la hausse des prix du pétrole dans un contexte d'incertitude quant à l'évolution du conflit au Proche-Orient, tandis que le nombre de nouveaux emplois créés aux États-Unis a renforcé l'optimisme quant à la santé de l'économie américaine. Le rapport sur l'emploi du mois de septembre a dépassé toutes les attentes vendredi en faisant état de 254.000 emplois non-agricoles créés le mois dernier aux États-Unis, contre un consensus de 140.000, tandis que le taux de chômage a reculé à 4,1%, alors que les analystes s'attendaient à un taux stable à 4,2%. Ces données renforcent les attentes d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine, après les inquiétudes suscitées il y a un mois par les chiffres de l'emploi d'août, qui ont fortement déçu les investisseurs et les ont amenés à se demander si la Réserve fédérale (Fed) n'avait pas attendu trop longtemps avant de réduire ses taux d'intérêt. "Il s'agit d'un rapport exceptionnel sur l'emploi, quel que soit le critère utilisé", a déclaré Karl Schamotta, analyste chez Corpay à Toronto. Les chiffres constituent également une note positive au terme d'une semaine difficile pour le risque, les tensions accrues au Proche-Orient et, surtout, la plus grande attaque menée à ce jour par l'Iran contre le

territoire israélien faisant craindre une escalade qui pourrait perturber la production de pétrole. La semaine à venir s'annonce encore chargée pour les marchés avec les données sur l'inflation américaine et le lancement aux États-Unis de la saison de publication des résultats d'entreprises. **Valeurs** A Paris, Ubisoft a bondi de 33,5%, Bloomberg News ayant rapporté que Tencent et la famille Guillemot étudiaient plusieurs scénarios pour l'éditeur de jeux vidéo, dont un rachat ou une sortie de la cote. Le spécialiste français de la blanchisserie industrielle Elis a également fini en forte hausse (+10%) après avoir annoncé la fin de ses discussions avec les groupes américains Vestis et UniFirst en vue de potentielles acquisitions. Scor et Covivio, qui ont fait l'objet d'un relèvement de recommandation, ont progressé respectivement de 4,1% et 3,3%. Le secteur automobile européen, qui a connu une semaine "horribilis" après une salve d'avertissements sur résultats, a fini sur un gain de 1,53% vendredi, le jour où la Commission européenne a décidé de maintenir son projet de droits de douane supplémentaires sur les importations de véhicules électriques chinois en dépit de divergences au sein des Vingt-Sept. Ailleurs en Europe, les actions des groupes de transport maritime ont reculé après l'accord entre les dockers et les opérateurs portuaires de la côte Est des États-Unis pour mettre fin à la grève. Selon Yang Jihwan, analyste chez Daishin Securities, les investisseurs qui s'attendaient à ce que les prix du fret augmentent à court terme en raison de la grève vendent leurs actions maintenant que le mouvement de protestation a pris fin. A.P. Moeller-Maersk a

perdu 5% et Hapag-Lloyd 15,9%.

A Wall Street

A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones prend 0,07%, le Standard & Poor's 500 0,17% et le Nasdaq Composite 0,38%. La startup de véhicules électriques Rivian recule de 6,4% après avoir réduit ses prévisions de production pour l'année entière et avoir livré moins de véhicules que prévu au troisième trimestre.

Les indicateurs du jour

Outre le rapport mensuel sur l'emploi américain, les investisseurs ont appris vendredi que la production industrielle et la production manufacturière avaient fortement augmenté en France en août, ce qui devrait soulager le marché à un moment où la santé de l'économie de la zone euro reste une source d'inquiétude en raison des faibles chiffres d'activité des secteurs des services et de l'industrie manufacturière en Allemagne.

CHANGES/ TAUX

Les données solides sur l'emploi américain éloignent le scénario d'une réduction agressive des coûts d'emprunt de la Fed en novembre, faisant grimper les rendements obligataires et le billet vert.

Le dollar prend 0,57% face à un panier de devises de référence et touche son plus haut niveau en sept semaines, tandis que le devise européenne recule de 0,62% à 1,0963 dollar. Sur le marché obligataire, les rendements grimpent des deux côtés de l'Atlantique, les opérateurs revenant sur leurs paris en faveur d'une baisse des taux de 50 points de base en novembre et privilégiant plutôt une réduction de 25 points. Le rendement des Treasuries à dix ans prend 11,7 points de base à 3,9672% tandis que celui de l'obligation à deux ans, le plus sensible aux estimations sur les taux, s'envole de 18,7 points de base à 3,9009%. En zone euro, le rendement du Bund allemand à dix ans a pris vendredi 7,9 points de base à 2,2160% et son homologue à deux ans a gagné 13,9 points de base à 2,2110%.

PÉTROLE

Les craintes qu'un conflit plus large au Proche-Orient ne perturbe les flux de brut font encore progresser les prix du pétrole. Le Brent prend ainsi 1,13% à 78,50 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 1,3% à 74,67 dollars

Wall Street clôture en hausse, record pour le Dow Jones

La Bourse de New York a clôturé en hausse vendredi, rassurée par un rapport sur l'emploi aux États-Unis meilleur que prévu et par l'image d'une économie américaine en bonne santé. Le Dow Jones (+0,81%) a enregistré un nouveau record en clôture, l'indice Nasdaq a gagné 1,22% et l'indice élargi S&P 500 a pris 0,90%. La place américaine a principalement réagi au rapport mensuel du ministère américain du Travail, qui a largement dépassé les attentes des économistes tout en atténuant les craintes de récession. En

septembre, 254.000 emplois ont été créés aux États-Unis, soit plus que les 150.000 attendus, et davantage qu'au mois d'août, qui a lui-même fait l'objet d'une révision en hausse, passant de 142.000 à 159.000 emplois. Le taux de chômage a reculé, tombant à 4,1% en septembre contre 4,2% en août. Du côté des rémunérations, le salaire horaire a progressé de 0,4% sur un mois et de 4% sur un an, dans le secteur privé. Ces bons indicateurs ont toutefois réduit les chances de voir la banque centrale américaine (Fed)

poursuivre son assouplissement monétaire sur le même rythme cette année, après une réduction de 0,5 point de pourcentage en septembre, selon M. Sosnick. Le marché obligataire a ainsi pris acte de cette nouvelle donne. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans s'est brutalement tendu à 3,97%, contre 3,84% la veille en clôture. La fin de la grève des dockers des grands ports américains de la côte Est et du Golfe du Mexique a également soutenu le marché vendredi, selon les analystes.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 30 Septembre 2024				
Valeur : 02 Octobre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.1140	132.1290
1	EUR	EURO	147.6110	147.6542
1	GBP	POUND STERLING	176.9305	176.9980
100	JPY	JAPANESE YEN	92.7832	92.8003
1	CNY	CHINESE YUAN	18.8371	18.8400
1	CHF	SWISS FRANC	156.5517	156.6623
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.6958	97.7575
1	DKK	DANISH KRONE	19.8143	19.8178
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0902	13.0935
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5734	12.5774
1	AED	UAE DIRHAM	35.9670	35.9750
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2163	35.2222
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.8768	433.2098
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.3671	43.8030
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.6235	13.6251
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.8334	27.9762
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3271	3.3374
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.0212	179.0212

Paris termine en vert après les chiffres de l'emploi US

La bourse de Paris conclut la séance sur un gain de 0,85%, à 7541 points, aidée par Accor (+3,4%) qui devance Renault et Teleperformance (+2,9%). Au cours de la semaine écoulée, l'indice parisien a cédé plus de 3%, et retrouve désormais son niveau du début d'année. Très attendus, les chiffres mensuels de l'emploi US ont montré que l'éco-

nomie américaine avait généré 254.000 nouveaux emplois non agricoles au mois de septembre, selon le Département du Travail, un nombre supérieur de plus de 110.000 par rapport aux attentes du marché, qui n'étaient en général que de l'ordre de 140.000 (score identique au rapport ADP de mercredi). Le taux de chômage s'est en outre tassé de 0,1 point à 4,1%, là où les économistes

l'anticipaient stable à 4,2%, tandis que le taux de participation à la force de travail s'est maintenu à 62,7%, et que le revenu horaire moyen a augmenté de 4% sur un an. Par ailleurs, les créations de postes non agricoles des deux mois précédents ont été révisées, de 89.000 à 144.000 pour juillet et de 142.000 à 159.000 pour août, soit un solde de révision total de +72.000 pour ces deux mois.

Dans ce contexte, les indices US sont en vert avec +0,2% sur le Dow Jones, +0,3% pour le S&P500 et +0,7% sur le Nasdaq. Il y avait également plusieurs chiffres au menu en Europe ce matin, notamment en France avec une nette hausse de la production dans l'industrie manufacturière (+1,6% après 0,2% en juillet), comme dans l'ensemble de l'industrie (+1,4% après

+0,2%) en France, entre juillet et août, selon les données CVS-CJO de l'Insee. Sur le compartiment obligataire, les T-Bonds 2034 se retendent de +10Pts à 3,96% (soit +22Pts hebdo, plus mauvais score depuis le 9 août) tandis que le bund allemande de même échéance stagne à 2.2%.

IRAN

Biden déconseille Israël de frapper les sites pétroliers

Le président américain Joe Biden a déconseillé vendredi à Israël de s'en prendre aux sites pétroliers iraniens, tandis que le candidat républicain Donald Trump est allé jusqu'à leur suggérer de frapper les installations nucléaire.

Joe Biden déconseille Israël de s'en prendre aux sites pétroliers iraniens. « Si j'étais à leur place, j'envisagerais d'autres options que frapper des champs de pétrole » en Iran, a déclaré le président américain vendredi, lors d'une intervention surprise devant la presse à la Maison Blanche. Les Israéliens, a-t-il poursuivi, « n'ont pas déterminé ce qu'ils allaient faire » après le lancement massif de missiles contre Israël par l'Iran mardi. Le président américain était invité à expliciter ses commentaires de la veille sur des discussions entre Washington et Israël sur la possibilité de telles frappes.

Trump appelle à « frapper » les installations nucléaires iraniennes

Son prédécesseur Donald Trump, candidat à l'élection présidentielle du 5 novembre, a au contraire affirmé vendredi qu'Israël devrait « frapper » les installations nucléaires iraniennes. S'exprimant en Caroline du Nord, l'ancien président a évoqué une question posée à Joe Biden en milieu de semaine sur la possibilité qu'Israël vise des installations nucléaires ira-



niennes. « Ils lui ont posé cette question, la réponse aurait dû être "frappez d'abord le nucléaire et occupez-vous du reste plus tard" », a lancé Donald Trump. Le républicain s'était jusqu'ici montré particulièrement silencieux sur le récent embrasement au Proche-Orient. Il a simplement publié un communiqué cinglant en

début de semaine, tenant Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris, sa rivale à la présidentielle, pour responsables de l'explosion des tensions.

Biden veut éviter une guerre totale

Le président Biden s'apprête à quitter le

pouvoir dans un contexte de crise, avec une situation explosive au Moyen-Orient. Vendredi, le dirigeant démocrate a répété qu'il faisait tout pour éviter une guerre totale dans la région, où Israël mène des frappes au Liban contre le Hezbollah pro-iranien. « La chose la plus importante que nous pouvons faire, c'est tenter de mobiliser le reste du monde et nos alliés pour qu'ils participent », et aide à apaiser les tensions, a-t-il déclaré, citant la France en exemple. « Quand on a des groupes (pro-iraniens) aussi irrationnels que le Hezbollah et les (rebelles yéménites) houthis, les choses sont difficiles », a déclaré le président américain. Joe Biden n'a pas caché son irritation envers Benjamin Netanyahu, avec lequel les relations laissent à désirer alors que les Etats-Unis tentent de cadrer la réponse dévastatrice d'Israël à l'attaque meurtrière du Hamas du 7 octobre. Le Premier ministre israélien a constamment ignoré les appels américains à la retenue, au Liban et à Gaza, où plus de 41.000 Palestiniens ont péri dans les représailles israéliennes.

MONNAIES

Le dollar en hausse

Le dollar profite vendredi d'une embellie générée par un rapport sur le marché de l'emploi américain plus solide que prévu, qui a conforté la conviction des opérateurs qu'une baisse des taux américains finalement modeste se profile en novembre. La devise américaine progresse de 0,56% face à la monnaie unique, à 1,0969 dollar pour un euro, après être grimpé à niveau inédit depuis la mi-août, à 1,0959 dollar. Le billet vert monte également de 0,28% par rapport à la devise britannique, à 1,3088 dollar pour une livre, après avoir touché 1,3070 dollar, un nouveau plus haut depuis la mi-septembre. Il bondit enfin de

1,09% face à la monnaie japonaise, à 148,56 yens pour un dollar. Le rapport gouvernemental sur les créations d'emplois aux Etats-Unis a montré vendredi que 254.000 emplois supplémentaires ont été créés en septembre, secteur privé et public confondus, contre un chiffre révisé de 159.000 en août, tandis que le taux de chômage a légèrement reculé, à 4,1%. Les économistes interrogés par l'agence Bloomberg s'attendaient à 150.000 créations d'emplois et un chômage stable à 4,2% le mois dernier. Le dollar avait déjà été conforté ces derniers jours par une série de chiffres économiques américains plus positifs

qu'escomptés. En début de séance, la livre avait pourtant récupéré quelque peu de sa dégringolade de la veille, après que le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE), Andrew Bailey a évoqué jeudi une politique de baisse des taux "un peu plus agressive". A l'inverse, le chef économiste de la banque centrale britannique, Huw Pill, a pointé vendredi un "besoin de prudence" dans l'assouplissement monétaire, qui doit se faire de façon "graduelle". "Bien que de nouvelles baisses du taux directeur restent envisageables" si l'inflation refroidit comme prévu et si les perspectives économiques le per-

mettent, "il est important de rester vigilant face au risque de réduire les taux trop fortement ou trop rapidement", a-t-il fait valoir dans un discours donné à Londres. Si une réduction du taux directeur lors de la prochaine réunion de la BoE en novembre est largement intégrée, la possibilité d'une seconde baisse d'affilée en décembre est encore débattue sur les marchés.

Le yen redevient la cible des spéculateurs et fléchit encore

Par ailleurs, le yen est descendu vendredi à son plus bas niveau depuis un mois et demi face au dollar, handicapé

par des discours divergents chez les banquiers centraux américains et japonais ainsi que par le retour des spéculateurs. Vers 20H30 GMT, le billet vert s'appréciait de 1,20% face à la devise nipponne, à 148,70 yens pour un dollar. Plus tôt, la monnaie japonaise s'est repliée jusqu'à 149 yens pour un dollar, une première depuis mi-août. Déjà en berne depuis plusieurs jours, le yen a mal réagi à la publication du rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis, selon lequel 254.000 postes ont été créés en septembre, soit nettement au-dessus des 150.000 attendus par les économistes.

JAPON

Le Premier ministre veut augmenter le salaire minimum

Le nouveau Premier ministre japonais Shigeru Ishiba dévoile ce vendredi les priorités de son gouvernement, dans une déclaration de politique générale. Parmi ses priorités : augmenter le salaire des japonais, développer les régions rurales ou encore l'énergie nucléaire. Le nouvel homme fort du Japon, Shigeru Ishiba, passe ce vendredi son grand oral devant le Parlement. Le Premier ministre devrait exposer, outre sa vision diplomatique, ses priorités de politique économique. Il doit, selon les médias japonais, renouveler ses promesses de lutte contre l'inflation et donner la priorité « non seulement à la croissance économique, mais aussi à l'augmentation du PIB par habitant », ainsi qu'à l'amélioration de

la « satisfaction et du bonheur » personnels des Japonais. Le Premier ministre pourrait ainsi annoncer son intention d'augmenter le salaire minimum moyen au Japon à 1.500 yens de l'heure (9,30 euros) d'ici à 2030, contre 1.055 yens actuellement, selon des médias locaux. Il devrait également qualifier le vieillissement rapide de la population de « crise silencieuse » qui « affecte le cœur de notre nation », selon la chaîne de télévision publique NHK. Par ailleurs, Shigeru Ishiba doit détailler son plan de revitalisation des régions rurales, et mentionner le lancement d'un nouveau ministère chargé de la gestion des catastrophes, dans un pays fréquemment sujet aux tremblements de terre et aux inondations.

Le nouveau dirigeant devrait aussi souligner l'importance de l'énergie nucléaire, sujet très sensible au Japon. Celle-ci est soutenue par le lobby des entreprises, mais la population reste méfiante vis-à-vis de l'atome après la catastrophe de Fukushima déclenchée par un tsunami en 2011. Le chef du gouvernement pourrait également, selon l'agence Jiji, se dire désireux de poursuivre une « coopération solide et étendue » avec la Corée du Sud. Les deux pays, aux relations minées par les contentieux historiques, tentent depuis l'an dernier de réchauffer leurs relations, face notamment à la menace nord-coréenne. Il pourrait, selon plusieurs médias japonais, s'entretenir avec le président sud-coréen Yoon Suk

Yeol en marge du sommet de l'Asean au Laos la semaine prochaine. Sur le plan international, Shigeru Ishiba, qui soutient la création d'une alliance militaire régionale, sur le modèle de l'Otan et de son principe de défense mutuelle, pourrait réitérer ses déclarations selon lesquelles « ce qui se passe en Ukraine aujourd'hui pourrait arriver demain en Asie de l'Est ». Il s'était précédemment inquiété du sort de Taïwan, territoire revendiqué par la Chine. Les relations entre Tokyo et Pékin se sont détériorées au moment où la Chine renforce sa présence militaire autour des territoires contestés de la région, et que le Japon resserre ses liens de sécurité avec les Etats-Unis et ses alliés.

Et maintenant, voici la nouvelle Citroën C3 Hybride

Après les variantes 100% thermiques et électriques, Citroën lance cette fois sa version « hybride » de la nouvelle citadine C3. Attention, le terme hybride ressemble toujours à un abus de langage mais la voiture affiche un tarif intéressant.

Après un démarrage de la production un peu difficile, la Citroën ë-C3 électrique a enfin commencé ses livraisons aux premiers clients (même si le constructeur aux chevrons devra payer de sa poche le leasing social à certains d'entre eux). La variante 100% thermique, disponible à partir de 14 990€, se lance elle aux basques de la Dacia Sandero avec son prix de base légèrement plus bas que celui des citadines « généralistes ». Et voilà cette fois cette nouvelle Citroën C3 en version Hybride.

Les connaisseurs du groupe Stellantis savent que l'on parle évidemment de la motorisation essence à hybridation 48 volts, celle qui ne se décrit ni totalement comme une hybride légère ni comme un vrai « full hybride ».

Elle inclut un moteur thermique turbo essence de 1,2 litre à trois cylindres qui abandonne le nom « PureTech », une boîte de vitesses à double embrayage à six rapports et un petit moteur électrique de 29 chevaux logé dans la transmission. Rappelons que cette technologie se répand dans toutes les autos citadines, compactes et même familiales du groupe Stellantis depuis l'année dernière.

Cette Citroën C3 Hybride 100 chevaux démarre à 20 200€ en finition You Pack Plus, forte d'une présentation déjà apprêtée et d'un habitacle à la technologie intéressante (elle s'équipe alors de l'écran tactile central compatible Apple Carplay & Android Auto et possède au moins la climatisation manuelle). A titre de comparaison, cette motorisation



demande 23 550€ au minimum sur la Peugeot 208 dans sa finition de base. Pour ceux qui recherchent une citadine à boîte automatique (ou au moins sans transmission manuelle), elle se positionne comme le modèle le moins cher si l'on met de côté la Dacia Sandero Stepway CVT (18 500€ en finition Expression).

Et à l'exception de la dernière MG3 Hybrid+ chinoise, facturée pour rappel 19 990€ en prix de base avec un meilleur niveau d'équipement et un moteur quasiment deux fois plus puissant !

Comment connaître l'âge de ses pneus et savoir quand les remplacer

L'usure n'est pas le seul critère à prendre en compte pour envisager le remplacement de ses pneumatiques. Il arrive parfois qu'ils aient dépassé la limite d'âge alors qu'ils peuvent sembler en bon état.

Si votre voiture roule peu ou dans des conditions peu exigeantes, vos pneumatiques sont parfois susceptibles de durer très longtemps. Mais attention, au fil des années, leur gomme a tendance à se durcir et à se dessécher, voire à se craqueler. Elle perd ainsi de ses propriétés d'adhérence et peut finir par devenir dangereuse, même si le témoin d'usure est encore loin d'être atteint. Ce point est également à prendre en compte en cas d'achat de voiture d'occasion. Reste à savoir à quel moment se situe le "point de bascule", ce qui n'est pas toujours chose aisée. Les fabricants estiment en effet que la durée de vie maximale d'un pneu se situe entre cinq et dix ans. La fourchette est donc assez large. Tout dépendra des conditions d'utilisation et de

stockage. Si votre voiture dort dans un garage fermé, bien à l'abri des grosses variations de température, de lumière ou d'humidité, vous pouvez espérer garder vos gommages plus longtemps sans trop jouer avec votre sécurité. Mais si vous commencez à sentir votre véhicule patiner de plus en plus facilement à l'accélération, c'est peut-être le signe que le "caoutchouc" a dépassé la limite d'âge.

Un indicateur précieux et méconnu : le DOT

De manière plus générale, il est conseillé de redoubler de vigilance dès que vos pneumatiques atteignent environ six ans. Pour cela, encore faut-il savoir de quand ils datent exactement. Votre facture d'achat ne donnera pas forcément cette information. Un pneu peut légalement vous être vendu comme neuf même cinq ans après sa sortie d'usine s'il a été entreposé correctement. Heureusement, la date de fabrication fait partie des indications



obligatoires que vous pourrez trouver sur les flancs. Elle est aussi nommée DOT, pour Department of Transportation, et se compose de quatre chiffres. Les deux premiers correspondent à la

semaine de production, et les deux derniers à l'année. Sur l'exemple ci-dessus, le pneu a ainsi été fabriqué lors de 49e semaine de 2021, donc entre le 6 et le 12 décembre. Au moment de la

rédaction de ces lignes, il a donc un peu moins de trois ans. Il peut ainsi espérer vivre environ le double sans trop de problème s'il n'est pas trop usé et a été stocké dans de bonnes conditions.

Cette mauvaise nouvelle pour les constructeurs de véhicules électriques chinois se confirme

Dans un geste protectionniste assuré, l'Union européenne s'apprête à imposer de lourdes taxes sur les véhicules électriques made in China. Cette décision, qui fait grincer des dents certains États membres, vise à protéger l'industrie automobile du Vieux Continent face à une concurrence jugée déloyale.



Le marché automobile européen s'apprête à vivre un véritable chamboulement. Bruxelles, bien décidée à ne pas laisser son industrie se faire dévorer, a arraché l'accord des États membres pour ériger une muraille tarifaire supplémentaire face à l'invasion des voitures électriques chinoises. Dès la fin octobre, ces véhicules pourraient se voir frappés d'une surtaxe allant jusqu'à 35 %, en plus des 10 % déjà en vigueur. Un coup de massue pour les constructeurs chinois... mais aussi un pari risqué pour l'Europe. Car derrière cette décision se cache un véritable casse-tête politique. D'un côté, l'UE cherche à protéger ses emplois et son savoir-faire. De l'autre, elle risque de freiner sa propre transition écologique et de s'attirer les foudres de Pékin. Entre protectionnisme et libre-échange, entre écologie et industrie, l'Europe joue un numéro d'équilibriste périlleux.

Une Europe divisée face au raz de marée chinois

Le vote de ce vendredi a mis à nu les

failles de l'unité européenne. D'un côté de la barricade, le trio France-Italie-Pologne, brandissant l'étendard des 14 millions d'emplois du secteur automobile, pousse pour un protectionnisme musclé. Une position adoptée par 10 autres pays. Douze autres États membres ont choisi de s'abstenir. De l'autre, l'Allemagne, dont les fleurons industriels sont profondément enracinés en terre chinoise, tremble à l'idée d'une guerre commerciale qui pourrait lui coûter très cher. Le pays a donc voté contre (comme Malte, la Slovaquie et la Hongrie), mais son opposition s'est heurtée à un mur, la majorité nécessaire pour infléchir la décision de la Commission étant hors de portée. Au milieu de cette mêlée, l'Espagne joue les girouettes. Pedro Sanchez, premier ministre du pays, après avoir chanté les louanges du protectionnisme, fait volte-face et appelle soudain à la retenue. Un revirement qui a eu lieu après une visite du pays et qui sent bon les tractations en coulisses et les promesses d'investissements chinois.

Un dispositif douanier sur mesure

La stratégie européenne se veut ciblée. Les taxes varieront selon les constructeurs, allant de 18,8 % pour Geely (qui a commencé à vendre ses véhicules en Europe l'an dernier), 7,8 % pour Tesla à 35,3 % pour SAIC. Le géant BYD, qui gagne du terrain en Europe et a adopté récemment une stratégie tarifaire agressive, se verra imposer une taxe de 17 %. Cette approche différenciée vise à pénaliser plus lourdement les entreprises ayant le moins coopéré avec l'enquête européenne. Pékin n'a pas tardé à sortir les griffes. À peine l'encre séchée sur la décision européenne, la Chine dégainait déjà ses propres armes : des enquêtes antidumping visant le terroir européen. Produits laitiers, alcools et porc se retrouvent otages d'une guerre commerciale qui ne dit pas (encore) son nom. Un coup pour un coup, œil pour œil, dent pour dent. La Chambre de commerce chinoise a demandé à l'UE de « retarder la mise en œuvre des droits de douane et à privilégier la résolution des différends et des tensions commerciales à travers le dialogue ». Mais ne nous y trompons pas, ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Cette escarmouche automobile n'est qu'un front parmi d'autres. Éoliennes, panneaux solaires, batteries... Les négociations suivent actuellement leur cours entre Wang Wentao (Ministre du commerce chinois) et Valdis Dombrovskis (commissaire européen en charge du portefeuille du Commerce) afin que les deux partis trouvent le juste milieu, si tant est que celui-ci existe. Impossible désormais pour l'UE de laisser la Chine lui grignoter des parts de marché. Cette décision, c'est le claquement de porte d'une Europe qui se réveille enfin de sa torpeur commerciale. Bruxelles a jeté le gant ; voyons si l'Europe saura tenir la distance face à un adversaire rompu aux marathons économiques.

GCC détecte proactivement les problèmes des chantiers avec l'IA



L'entreprise du secteur des bâtiments et travaux publics GCC s'est tournée vers une solution de reconnaissance d'images afin de rapprocher sa maquette numérique de la réalité des chantiers. Et ainsi identifier au plus vite les écarts. Rapprocher le BIM (Building Information Model), ces maquettes numériques de bâtiments ou d'ouvrage, du quotidien des chantiers. C'est à cette forme de continuité numérique que s'est attaqué GCC, une ETI du BTP qui compte près de 2 900 personnes (1,2 Md€ de chiffre d'affaires en 2023). Pour ce faire, la société s'appuie sur Buildots, une solution qui analyse automatiquement les images d'un chantier pour les comparer au modèle 3D et au planning. Dans un communiqué, le spécialiste du BTP indique avoir déjà exploité la solution de la start-up israélienne sur quatre projets (un industriel, deux résidentiels et un hôpital), soit 70 000 éléments uniques analysés grâce à l'IA.

Augmenter la fréquence des contrôles

La technologie a permis d'identifier avec précision les risques de retard et les écarts par rapport à la maquette BIM, grâce à une détection précoce des problèmes, assure le jeune éditeur dans un communiqué. Avec cette approche, offrant un accès temps réel aux données d'avancement des travaux, les équipes de GCC peuvent surtout évaluer la progression des activités sous-traitées, fluidifiant la collaboration avec les différents corps de métier et améliorant l'ajustement des calendriers en fonction de l'avancée réelle.

« La solution Buildots permet de baser le suivi des chantiers sur des faits concrets et d'optimiser les relations avec les clients et les sous-traitants. La fréquence des contrôles peut être augmentée, ce qui permet d'impliquer un sous-traitant pour corriger une non-conformité avant qu'il ne quitte le site », souligne Pascal Bigard, DSI de GCC Construction. Également cité dans le communiqué, William Mignault, responsable solutions métier au sein de cette ETI du BTP, explique que ce rapprochement entre BIM et réalité du terrain permet de préparer les réunions de situation « cinq fois plus vite qu'avec les méthodes actuelles ».

Brèves

HPE Cray -range chiperait à Atos le supercalculateur militaire IA

La Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (Dirisi) préférerait selon la Tribune se tourner vers le tandem HPE Cray avec Orange plutôt qu'Atos pour s'équiper d'un supercalculateur IA utilisé par le ministère de la défense. Le ministère des Armées aurait prévenu Atos ce mercredi qui pourrait contester sous une quinzaine de jours cette décision. Une annonce qui intervient quelques semaines après l'annonce du comité Olympique de se séparer de la SSII française en tant que partenaire

technologique de premier plan pour ses prochains événements.

LLM Flash-8B Gemini 1.5 de Google disponible

Lors de sa dernière conférence I/O, l'éditeur a annoncé Gemini 1.5 Flash, son dernier modèle de langage léger et optimisé pour être rapide et efficient. Une première itération 8B est désormais en version stable au coût le plus bas de tous les modèles Gemini : 0,0375 \$ pour 1 million de jetons d'entrée et 0,15 \$ pour 1 million de jetons de sortie pour un maximum de 128 000 prompts, et 0,01 \$ pour 1 million de

jetons jusqu'à 128 000 prompts mis en cache.

Hack des Lunettes Meta Ray-Ban

Deux étudiants de l'université de Harvard ont relié les lunettes connectées Ray-Ban de Meta à un système de reconnaissance faciale qui identifie instantanément les inconnus en public, trouve leurs informations personnelles et peut être utilisé pour les approcher et gagner leur confiance. Baptisé I-XRAY ce système aurait démontré sa capacité à obtenir des numéros de téléphone, des adresses et même des numéros de sécurité sociale lors de tests en direct.

Mots fléchés

Résineux		Rongeurs amphibies		Fermées Habitante d'un pays voisin		Chant d'oiseaux		Restes			Parties de pistolets		Patrie de Georges Brassens
Régicide (François)								Paquets			Agiter		
									Aurochs Personnage stupide en bande dessinée				
Inventorias		Travaux forcés				Divisé							
						Inquiétât							
Époux d'Isis		Huileuse											
		Insecte noir											
						Le soleil s'y lève				En matière de Congés nouveaux français (initiales)			Partie d'une chaîne HI-FI
						Métal précieux							
Plancher	Épuise				Ventilé	Se rebeller	Interruption						
	Organe génital												
			Contant								Connu		
			Égouttoirs								Arrose Lisbonne		
Chance						Jésus le Nazaréen, Roi des Judéens (initiales)		La poste française				Restes	
Oiseaux		Fête taurine						Fondateur d'une secte (Claude Vorillon)		Prière			
		Jadis un couteau								Groupe de rap français (initiales)			
				Mettre en réserve									
				Par									
Ruthénium					Plaisantes								
Dressing- room			Sélection		Service rapide								Gouvernant
											Travaux pratiques		
									Suçai		Os du pied		
Soutien	Peur					Abattre	Petit officier			Salve			
	Action défensive au football						Dessus du panier			Bovin			
				Lettre grecque									
				Disciples				Niveau					
Actinium													
Marche- pieds			Éluda		Adjectif numéral			Idiots					
								En outre					
								Titane					
Soulevé					Enlève								
					Lentille bâtarde								Aimable
		German- drée petit if				Néon	Existes		Petite classe (initiales)		Béryl- lium		
		Petit saint									Sodium		
Pouffiasse	Hirondelle de mer							Pièce d'artillerie					
								Répugnant					

Plus de 6.000 capsules de psychotropes saisies, deux individus arrêtés

Des éléments de la brigade mobile de la Police judiciaire (BMPJ) de la zone Palma, relevant de la Sûreté de wilaya de Constantine, ont saisi 6.045 capsules de psychotropes et interpellé deux suspects, a-t-on appris samedi auprès de la cellule de communication de ce corps constitué. Les policiers sont intervenus à la suite d'informations sur les activités d'un repris de justice commercialisant des quantités importantes de substances psychotropes qu'il stocke dans son domicile, a-t-on indiqué. L'enquête diligentée par les éléments de la BMPJ a permis d'identifier l'individu avant de l'arrêter près de son domicile, dont la perquisition a débouché sur la découverte, puis la saisie de la quantité de drogue susmentionnée et d'une somme de 420.000 dinars provenant de la vente de la drogue, a fait savoir la même source, ajoutant qu'un complice du suspect a également été arrêté.



RÉUNION DES MINISTRES DE L'INTÉRIEUR DU G7 EN ITALIE

Merad s'entretient avec la Directrice générale de l'OIM

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, s'est entretenu avec la Directrice générale de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Amy Pope, en marge des travaux de la réunion des ministres de l'Intérieur du G7, qui s'est tenue à Mirabella Eclano (Italie), a indiqué samedi un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, les deux parties ont salué "la qualité des relations de coopération entre l'Algérie et l'OIM et la bonne dynamique de travail conjoint", a précisé la même source. A cette occasion, "la responsable de l'OIM a salué les efforts des autorités algériennes en soutien à l'action de l'organisation, à travers la mobilisation de moyens humains et matériels pour la prise en charge humanitaire des migrants et la facilitation de son travail en matière de retour volontaire des migrants".

LE MINISTRE DE LA SANTÉ L'A ANNONCÉ :

Recul du nombre de cas de paludisme à Tin Zaouatine

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a affirmé, vendredi soir depuis la wilaya d'In Guezam, que le nombre de cas de paludisme et de diphtérie a reculé à Tin Zaouatine, insistant sur la nécessité de la vaccination comme mesure préventive. Lors de la visite d'inspection qui l'a conduit, au deuxième jour, dans les différents établissements de santé de la daïra de Tin Zaouatine, dans la wilaya d'In Guezam, en compagnie de cadres du secteur et des autorités locales, M. Saihi a souligné que le nombre de cas de paludisme et de diphtérie connaissait un recul à Tin Zaouatine, notamment le paludisme, après le renforcement de la prise en charge sanitaire et la disponibilité des stocks de médicaments thérapeutiques et préventifs. A cette occasion, le ministre a insisté sur la nécessité de vacciner tous les habitants des régions où des cas ont été signalés ou des régions voisines, en tant que mesure préventive à même de contribuer, a-t-il dit, à accélérer l'éradication de ces maladies importées. Dans le même sillage, M. Saihi a salué les efforts des autorités locales pour assécher les mares susceptibles d'abriter les moustiques vecteurs du paludisme, bien que l'équipe médicale dépêchée sur place par le ministère a confirmé que les moustiques présents dans notre pays n'étaient pas vecteurs de la maladie, a-t-il soutenu. Le ministre a entamé sa visite dans la région par l'inspection de l'établissement public de santé de proximité de Tin Zaouatine, où il s'est enquis des conditions de prise en charge des patients et de leur état de santé, saluant les efforts des équipes médicales qui ont permis d'obtenir des résultats positifs. Le ministre a également inspecté le projet de réalisation d'un hôpital de 60 lits à Tin Zaouatine, insistant sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux pour achever cette importante structure, qui comportera une unité de suivi, une unité de transfusion sanguine, un laboratoire, une unité de pédiatrie, ainsi qu'un service des urgences, un service de radiologie et un service de maternité. Le ministre a clôturé sa visite par l'inspection de la polyclinique du quartier "Tenessa", où il s'est enquis des conditions de prise en charge et a fait le tour des différents services.

SAHARA OCCIDENTAL

L'Algérie exprime sa satisfaction concernant la décision de la Cour de justice de l'UE

L'Algérie a exprimé sa satisfaction quant aux Arrêts rendus publics vendredi par la Cour de justice de l'Union européenne (UE) concernant des accords commerciaux conclus par le Maroc et l'UE et qui incluait illégalement les territoires sahraouis, indique samedi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "L'Algérie se félicite des Arrêts rendus publics le 4 octobre courant par la Cour de justice de l'Union européenne confirmant l'illégalité des accords commerciaux conclus avec le Royaume du Maroc, en violation des droits inaliénables du peuple sahraoui sur les ressources naturelles que recèle le territoire non-autonome du Sahara occidental", précise le communiqué. "Ces Arrêts viennent confirmer la doctrine des Nations unies qui consacre la souveraineté des peuples des terri-

toires non-autonomes sur leurs richesses naturelles et l'impératif d'assurer la protection de ces richesses contre tout pillage et toute prédation dont elles peuvent être victimes, comme le montre abondamment le cas du Sahara occidental", explique le ministère. "De même, et sur un plan plus général, ces Arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne rappellent les vérités indéniables inhérentes à la cause sahraouie, dont notamment le statut juridique de ce territoire, la qualité légale du Front Polisario, ainsi que le droit inaliénable et imprescriptible du peuple sahraoui à l'autodétermination", note le communiqué. "Ces vérités irréfutables ne sauraient être altérées par la volonté manifeste de certains pays européens de cautionner le fait accompli colonial au Sahara occidental", poursuit-il. "Dans ce contexte, l'Algérie regrette que certains

pays européens, contrevenant déjà à la doctrine des Nations unies en matière de protection des richesses des territoires non-autonomes, aient opposé une fin de non-recevoir aux Arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne. Cette attitude renseigne sur le peu de cas que ces pays font de la règle de droit internationale et européenne", souligne la même source. Par ailleurs, "l'Algérie attend des pays européens, de la Commission européenne et du Conseil de l'Union européenne, dont l'attachement à l'Etat de droit est érigé en principe fondamental de l'action extérieure, à ce qu'ils se conforment pleinement à l'esprit et à la lettre de ces Arrêts finaux et définitifs de la Cour de justice de l'Union européenne qui ne sont susceptibles d'aucune autre voie additionnelle de recours", conclut le communiqué du ministère.

COUR CONSTITUTIONNELLE

Organisation d'un concours national de la meilleure plaidoirie sur l'exception d'inconstitutionnalité

La Cour constitutionnelle a annoncé, samedi dans un communiqué, l'organisation d'un concours national de la meilleure plaidoirie sur l'exception d'inconstitutionnalité, à l'intention des avocats stagiaires, avec pour thème la compatibilité de la législation et de la réglementation, notamment en matière de travail et d'emploi, dans le cadre des dispositions de l'article 68 de

la Constitution. Ce concours organisé par la Cour constitutionnelle en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est destiné, dans sa première édition, aux avocats stagiaires affiliés aux Ordres des avocats à Constantine, Médéa, Mascara, Oran, Alger et Ouargla, précise le communiqué. Le concours de la meilleure plaidoirie vise à "initier

les jeunes praticiens de la loi aux défis liés aux droits et aux libertés garantis par la Constitution, à les sensibiliser au rôle des avocats dans l'activation du mécanisme de l'exception d'inconstitutionnalité et à approfondir leurs connaissances du texte constitutionnel et des contentieux constitutionnels", indique le communiqué. Selon la même source, le choix de ces Ordres pour

cette première édition du concours est motivé par le fait que "les avocats et les enseignants universitaires ont bénéficié de séminaires, de formations et de journées d'études sur le thème de l'exception d'inconstitutionnalité organisés par la Cour constitutionnelle dans les wilayas d'Alger, Constantine, Oran, Béchar, Tamanrasset, Ghardaïa, El Oued, Adrar et Ouargla".

LA DIRECTION RÉGIONALE D'ORAN DRESSE SON BILAN

Saisie de plus de 400.000 comprimés de psychotropes et plus de 3,5 kilos de cocaïne

Les services de la Direction régionale des douanes d'Oran ont réussi à saisir 407.200 comprimés de psychotropes et plus de 3,5 kilos de cocaïne, ainsi que l'arrestation de dix individus, au cours du troisième trimestre 2024, en déjouant trois opérations distinctes visant à inonder le marché de stupéfiants et de psychotropes, a indiqué, hier, un communiqué de cette direction. La première opération, menée par l'Inspection principale de contrôle des opérations spéciales de l'Inspection divisionnaires des Douanes au port d'Oran, a permis la saisie de 300.000 comprimés de psychotropes, ainsi que des marchandises dissimulant une

fraude, sachant que la valeur totale des amendes dues pour cette opération s'élève à plus de 630 millions DA, avec l'arrestation de l'auteur principal. La deuxième opération a été menée par des agents de la division mobile affiliée à l'Inspection divisionnaire des Douanes Oran extérieur, dans le cadre d'une activité opérationnelle conjointe avec un détachement de l'Armée nationale populaire, qui s'est soldée par la saisie de 3,566 kilos de cocaïne et des sommes d'argent estimées à 500.000 dinars et 9.000 euros, provenant des recettes du trafic, ainsi que quatre voitures et une moto, avec l'arrestation de 4 individus. Le montant global des amendes dues a été estimé

à 750 millions DA, a-t-on indiqué. De son côté, la brigade d'inspection des passagers de l'Inspection divisionnaire des douanes du port d'Oran, en coordination avec l'Armée nationale populaire, a mené la troisième opération, qui a abouti à la saisie de plus de 100.000 comprimés de psychotropes, ainsi que trois de voitures et l'arrestation de cinq individus, alors que le montant des amendes dues s'élève à plus de 100 millions DA, a ajouté la source. Les 10 individus arrêtés dans le cadre de ces affaires ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes, selon le communiqué.